



Commission  
européenne

# PANORAMA

PRINTEMPS 2017 / N° 60

## La Bulgarie et la Roumanie fêtent leurs 10 ans au sein de l'UE



LA GRÈCE OCCIDENTALE  
DISPOSE D'UN IMMENSE  
POTENTIEL



MALTE:  
LA PRÉSIDENTIE DE L'UE  
ET SES PRIORITÉS



Politique  
régionale et  
urbaine

# PANORAMA

ÉDITORIAL.....	03	UN SYSTÈME D'ÉVALUATION PLUS RAPIDE DES GRANDS PROJETS.....	38
MALTE EXERCE LA PRÉSIDENTE TOURNANTE DU CONSEIL.....	04	LA RÉNOVATION DE MUSÉE INFLUENCE LA CULTURE ESPAGNOLE.....	42
LA BULGARIE CÉLÈBRE SES 10 ANS AU SEIN DE L'UE.....	08	LES STRATÉGIES MACRORÉGIONALES RENFORCENT LA COOPÉRATION.....	44
L'INDICE DE COMPÉTITIVITÉ RÉGIONALE.....	16	SOUTENIR LES ENTREPRENEURS LETTONS.....	50
LE 10 <sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ADHÉSION DE LA ROUMANIE À L'UE.....	18	GUIDE DE L'ÉVALUATION D'IMPACT AU DANEMARK.....	51
LES START-UPS, ACTEURS CLÉS DE L'UE.....	24	UN COUP DE POUCE AUX ENTREPRISES EN ESTONIE.....	52
LES FONDS ESI RÉALISENT DE BONS PROGRÈS.....	26	PROJETS DE LETTONIE ET D'ALLEMAGNE.....	53
LA BELGIQUE PHOTOGRAPHIÉE.....	28	PROGRAMME.....	55
GRÈCE OCCIDENTALE: CONSTRUIRE UN AVENIR MEILLEUR.....	30		



04



18



30



46

## Dans cette édition...

Notre première édition de 2017 annonce un double anniversaire: la Bulgarie et la Roumanie célèbrent leurs dix ans au sein de l'Union européenne (UE), dix années marquées par de nombreux changements. *Panorama* s'intéresse de plus près aux avantages de l'adhésion à l'UE, aussi bien pour les pays membres que pour leurs citoyens. Notre article de fond s'intéresse au soutien de la politique de cohésion à la région de la Grèce occidentale, qui dispose d'un immense potentiel, grâce au déploiement d'une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Un rapport publié récemment conclut que les pays doivent collaborer pour relever les défis mondiaux qui ne connaissent pas de frontières. Quatre stratégies macrorégionales portent leurs fruits sur le terrain et aident les pays membres et non membres de l'UE à combiner leurs efforts pour répondre aux problématiques transversales.

Notre interview du Dr Ian Borg, secrétaire parlementaire de Malte chargé de la présidence de l'UE 2017 et des Fonds européens, examine la manière dont le pays gère la présidence et bénéficie du soutien de la politique de cohésion.

Un autre article vous informe également sur la nouvelle évaluation simplifiée des grands projets ainsi que sur les opportunités d'investissement dont la Pologne tire parti grâce au financement de l'UE.

La rubrique «La parole est à vous» vous propose des contributions qui nous viennent du Danemark, d'Estonie et de Lettonie, et présente en images des projets menés dans les trois régions de Belgique.

Je vous souhaite une bonne lecture.

**AGNÈS MONFRET**

*Chef de l'unité chargée de la communication, Direction générale de la politique régionale et urbaine, Commission européenne*

## ÉDITORIAL

Il y a dix ans, les Roumains et les Bulgares choisissaient de participer au projet qui a réuni un continent et symbolisant l'égalité et la solidarité. Ils plaçaient alors leurs espoirs dans l'Europe, et l'Europe ne les a pas déçus. Aujourd'hui, la Roumanie et la Bulgarie sont plus sûres et plus prospères que jamais.

Pourtant, nous ne devrions pas nous leurrer et nous reposer sur nos lauriers. Dans notre havre de paix, loin des pages sombres de l'histoire, n'oublions pas que notre chance peut tourner et que nous devons rester très vigilants. Alors que nous célébrons les 60 ans du traité de Rome, nous devons nous montrer à la hauteur de nos pères fondateurs, gonfler nos voiles et faire avancer le projet européen. Face aux nouveaux défis, nous devons rester solidaires si nous voulons éradiquer tous les fléaux qui s'insinuent dans nos sociétés.

Nous devons être conscients que la solidarité est un élément fondamental de notre Union. Nous ne sommes pas arrivés où nous sommes aujourd'hui, six décennies après la signature du traité de Rome, en affrontant individuellement toutes les tempêtes qui nous ont touchés, mais en rassemblant nos forces. La meilleure illustration de cette solidarité est la politique de cohésion. Cette politique représente l'expression la plus forte et la plus visible de la solidarité européenne. Elle est devenue la principale politique d'investissement de l'Union et elle améliore la vie des citoyens européens.



La Roumanie, la Bulgarie et d'autres États membres d'Europe centrale ont récemment fait passer un message à Varsovie, en Pologne, dans lequel ils reconnaissent le rôle joué par la politique de cohésion dans l'intégration européenne. Ce message résonne en Europe et souligne un fait évident: la politique de cohésion constitue le pilier le plus solide de l'UE face au danger que représentent les forces de fragmentation dans le monde.

2017 est une année d'anniversaire et est tournée vers l'avenir. C'est une année d'évaluation, visant non pas à évaluer si la politique de cohésion fonctionne, étant donné qu'il s'agit d'un fait bien connu, mais bien à évaluer la manière dont nous pouvons encore l'améliorer et nous assurer de donner le maximum aux citoyens de toute l'Europe avec les ressources dont nous disposons.

Et nous le ferons parce que nous voulons continuer d'écrire l'histoire débutée il y a 60 ans à Rome avant de passer par Bucarest, Sofia et bien d'autres endroits. Parce que l'Europe a besoin de plus d'Europe, et donc d'une cohésion renforcée. Le moment est venu de le reconnaître et d'apprécier à sa juste valeur le rôle joué à cet effet par la politique de cohésion dans le projet européen. ■

CORINA CREȚU

*Commissaire européenne en charge de la politique régionale*



# Malte: un petit État membre dotés de grandes ambitions

Le Dr Ian Borg, secrétaire parlementaire chargé de la présidence de l'UE 2017 et des Fonds européens, explique l'incidence de la présidence du Conseil et de la politique de cohésion sur Malte et ses citoyens.

^ La citadelle de Gozo récemment rénovée domine l'horizon

*Au cours du premier semestre 2017, Malte exerce la présidence du Conseil de l'UE, pour la première fois depuis son adhésion en 2004. Comment le pays vit-il cette opportunité?*

Exercer la présidence tournante du Conseil représente une occasion importante pour Malte de montrer comment nous pouvons contribuer de manière concrète au projet européen au cours de ces six mois, en particulier au moment où l'UE fait face à de grands défis pour son 60<sup>e</sup> anniversaire. Durant notre présidence, Malte peut faire avancer l'agenda européen en collaboration avec tous les États membres. Notre objectif consiste à apporter une valeur ajoutée aux citoyens européens en illustrant les avantages qu'ils tirent à faire partie de ce projet.

*Quels défis représente la présidence pour un petit pays comme Malte et comment ont-ils influencé l'élaboration des priorités de la présidence?*

Étant un petit État membre, Malte fait face aux défis posés par une petite administration. Néanmoins, cette caractéristique représente également un avantage parce que notre administration peut travailler sur plusieurs portefeuilles, ce qui facilite les synergies entre les différents domaines politiques. En établissant les priorités de Malte pour la présidence, nous avons relevé les domaines importants sur lesquels se concentre la présidence du Conseil de l'UE, à savoir:

- ▶ la migration et l'asile: Malte est particulièrement concernée en raison de sa proximité avec la Libye. Nos objectifs dans ce domaine sont de prôner une réforme du régime d'asile européen commun (RAEC) (y compris le règlement de Dublin et la transformation du Bureau européen d'appui en matière d'asile en une agence à part entière) afin de partager la responsabilité de manière plus équitable entre les États membres et de garantir que ce dossier reste une priorité de l'agenda politique;
- ▶ le renforcement du marché unique de l'UE: dans le contexte de la zone de libre-échange que beaucoup considèrent comme le meilleur atout de l'UE, les priorités de Malte comprennent la fin des frais d'itinérance des téléphones mobiles et la suppression du blocage géographique, c'est-à-dire des barrières numériques qui empêchent certains citoyens européens d'acheter des biens et des services issus d'autres pays de l'UE;
- ▶ l'inclusion sociale: veiller à ce que les femmes bénéficient d'un traitement équitable dans tous les domaines de la société – en particulier sur le marché du travail – et intensifier les efforts pour lutter contre la violence liée au genre.
- ▶ la promotion de la croissance dans des domaines tels que le tourisme et le transport maritimes: la priorité de Malte dans ce domaine consiste à garantir la durabilité et la gouvernance efficace de nos océans;

*Comment l'expérience de Malte dans la crise des migrants peut-elle jouer un rôle dans la réponse de l'Europe?*

Malte compte l'un des plus hauts taux de protection par habitant au monde. Ainsi, quand nous prôtons une réforme du RAEC afin de partager la responsabilité de manière plus équitable entre les États membres, nous le faisons en nous basant sur notre expérience en tant qu'État membre qui, en dépit de sa taille, est prêt à jouer un rôle actif pour faire face à ce problème.

*Selon l'Eurobaromètre, les citoyens de Malte ont aujourd'hui une opinion très positive des avantages de l'adhésion à l'UE. Comment la politique de cohésion a-t-elle influencé cette opinion?*

L'Eurobaromètre montre que les citoyens maltais n'ont pas seulement connaissance des projets financés par l'UE, mais que 89 % d'entre eux reconnaissent aussi leur incidence positive sur leur vie.

La politique de cohésion de l'UE peut être considérée comme l'instrument le plus important pour développer une «perception positive» de l'adhésion car il s'agit de l'expression la plus explicite et la plus visible de la solidarité européenne.

Des exemples importants comprennent les investissements dans le secteur de la santé, comme la mise en place du Centre d'oncologie de Malte qui met à disposition des installations de traitement avancées contre le cancer dans un cadre de soins complet et qui fournit des lits pour les malades hospitalisés, des soins de jour, des zones pour les soins ambulatoires ainsi qu'une unité de soins palliatifs et des installations pour les services psychosociaux destinés aux patients et au personnel soignant.

D'autres investissements ont été réalisés dans le secteur de l'éducation et notamment dans des projets au Malta College for Arts, Science and Technology (MCAST) et à l'Université de Malte, avec, entre autres, la construction et la finalisation de différents instituts et l'équipement de laboratoires, ce qui permet aux maîtres de conférence et aux étudiants de bénéficier d'une meilleure expérience pratique et scolaire. Ces investissements ont toujours engendré la création d'autres installations de recherche dans des domaines comme l'ingénierie, la chimie, la biologie, les TIC et la R&D.



Les programmes ont également été revus et mis à jour pour répondre aux besoins actuels du marché. En outre, un bon nombre de bourses d'études supérieures (masters et doctorats) dans des domaines de priorité au niveau national ont été octroyées par le biais des bourses STEPS (Strategic Educational Pathway Scholarships) et de MASTERIT!. La garantie pour la jeunesse a, quant à elle, offert aux jeunes âgés de moins de 25 ans sans emploi, éducation ou formation (NEET) l'occasion d'accéder au marché du travail ou de suivre des études en leur proposant une formation, une possibilité d'emploi ou une assistance personnalisée. Cela permettra à terme de réduire le risque d'exclusion sociale et de pauvreté. D'autres bourses et programmes de formation ont été mis à disposition des fonctionnaires du secteur public afin d'améliorer son efficacité et son efficacité en renforçant les compétences de ses travailleurs, notamment en améliorant leur gestion et leur administration des mesures de soutien.

Le secteur de l'environnement a également bénéficié d'interventions en ce qui concerne le traitement des déchets et des eaux usées, la remise en état et la restauration de décharges fermées, un projet national d'aide aux victimes d'inondations, et le changement climatique, en particulier grâce à des investissements dans l'énergie non renouvelable.

*Pouvez-vous nous donner des exemples du soutien apporté par la politique de cohésion pour renforcer la compétitivité des entreprises et créer des emplois à Malte? Quel rôle ont joué les instruments financiers dans ce processus?*

À Malte, les PME et, plus particulièrement les micro-entreprises, constituent le pilier de l'économie. Les PME représentent 99,8 % du nombre total d'entreprises du pays, et elles emploient plus de 80 % de la main-d'œuvre. Néanmoins, les PME à Malte finançaient leurs activités en hypothéquant leurs biens. Ce mécanisme a sérieusement entravé l'innovation et la croissance en limitant les capacités de financement, en particulier car les banques maltaises étaient connues pour appliquer des règles strictes sur le nantissement et le délai d'amortissement. Elles exigeaient également une contribution de la part des PME, dont les flux de trésorerie sont souvent considérés insuffisants pour permettre un financement efficace.



^ *Esplora, le centre scientifique interactif de Malte, qui fournit un cadre éducatif informel pour les découvertes scientifiques.*

^ *Un laboratoire de recherche à l'Université de Malte qui offre le bon environnement pour l'enseignement et la recherche.*

Ainsi, le soutien aux PME faisait partie des priorités de la période de programmation 2007-2013. Au cours de cette période, outre les programmes de formation et d'employabilité, d'autres programmes étaient destinés à encourager la croissance et les investissements. Malte a également mis en œuvre l'instrument JEREMIE (ressources européennes conjointes pour les PME et les micro-entreprises). Cet instrument d'ingénierie financière, le premier de son genre à être soutenu grâce aux fonds structurels à Malte, s'est révélé très fructueux parmi l'ensemble de mesures d'incitations proposées aux PME grâce aux fonds structurels. Grâce à cet instrument, les PME ont investi plus de 100 millions d'euros, investissements qui ont été stimulés par les 12 millions d'euros des fonds structurels affectés à cet instrument financier, ce qui a permis d'aider plus de 650 PME engagées dans 761 investissements.

### *Quelles autres réalisations importantes la période de programmation 2007-2013 a-t-elle permis à Malte?*

L'enveloppe totale issue du financement de la politique de cohésion pour la période 2007-2013 s'élevait à 855 millions d'euros. Depuis le début de cette période, les investissements du FEDER et du FSE ont aidé Malte à créer plus de 1400 emplois. En réalité, au début de la période de programmation, le taux d'emploi (parmi les 20-64 ans) à Malte se chiffrait à 58,6 %, soit 11,2 points de pourcentage de moins que le taux de l'UE-28. La différence entre les taux a considérablement diminué: le taux d'emploi de Malte atteignait les 67,8 % en 2015 contre 70,1 % pour l'UE-28. Cette progression est en partie due à une augmentation des possibilités d'emploi également générées grâce à l'utilisation des fonds européens. Malte est également sur le point d'atteindre son objectif en matière de taux d'emploi qui a été revu à la hausse, de 62,9 % à 70 % d'ici 2020, et elle a fourni de gros efforts pour répondre aux recommandations par pays du Conseil relatives à l'augmentation du faible taux de participation au marché, principalement des femmes et des travailleurs âgés. En effet, le taux de participation des femmes, bien qu'inférieur au taux de l'UE-28, a augmenté pour passer de 37,7 % en 2007 à 53,6 % en 2015. En outre, le taux

d'emploi des travailleurs âgés (55 à 64 ans) a également augmenté de 29,5 % en 2007 à 40,3 % en 2015<sup>1</sup>.

Les investissements dans l'éducation, la formation et les compétences financés par le FEDER et le FSE ont également contribué à ce développement ainsi qu'aux progrès accomplis pour atteindre les objectifs en matière d'éducation. Le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur a constamment augmenté et le taux de décrochage scolaire a également chuté. Le nombre d'étudiants s'inscrivant dans l'enseignement supérieur a connu une hausse moyenne de 5,4 % par an (2007-2015).

La mise à disposition de fonds par le biais de programmes opérationnels a aussi profité à un certain nombre de domaines économiques, y compris la recherche et le développement, dont l'objectif de dépenses a été atteint en 2015. En ce qui concerne le pourcentage de travailleurs actifs dans les domaines de la science et des technologies, en 2015, il s'élevait à Malte à 38,6 % de la population active par rapport à la moyenne européenne de 45,2 %. Alors que ce taux est inférieur à la moyenne européenne, il a constamment augmenté pour enregistrer une hausse de 6,8 points de pourcentage depuis 2007.

La promotion du tourisme durable a favorisé les dépenses et la croissance de l'emploi dans ce secteur. Des efforts ont été entrepris pour rendre Malte attrayante et encourager des visites répétées. En réalité, l'axe prioritaire (AP) 2 du programme opérationnel (PO) I visait spécifiquement à promouvoir le tourisme durable en améliorant ses infrastructures et sa compétitivité, et en promouvant les îles maltaises comme une destination privilégiée et diversifiée au-delà du segment des vacances au soleil et en bord de mer.

Le PO I a également été essentiel pour aborder le changement climatique et l'efficacité des ressources, et pour contribuer aux objectifs de Malte en matière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, d'efficacité énergétique et d'augmentation de la production d'éner-

<sup>1</sup> *Statistiques de la formation continue et de l'enseignement supérieur 2014-2015.*

gie renouvelable. En réalité, le pays est passé d'un taux négligeable en 2009 à 4,7 % en 2014.

En résumé, je peux confirmer que la mise à disposition de fonds par l'intermédiaire du PO I a été bénéfique pour un certain nombre de domaines économiques. L'engagement du gouvernement maltais pour maximiser l'utilisation des fonds européens, caractérisée par un taux d'absorption des fonds alloués égal à 100 %, a entraîné des résultats économiques concrets qui profitent aux citoyens maltais et européens.

*Quelles leçons pouvons-nous tirer pour l'avenir? Plus précisément, quel lien voyez-vous entre la politique de cohésion et les principales préoccupations des citoyens aujourd'hui?*

La mise en œuvre de la politique de cohésion a permis une amélioration globale de la qualité de vie des citoyens. Toutefois, en raison des défis rencontrés par l'UE, elle devra être examinée et devra continuer à démontrer son efficacité et son efficience. Il est donc crucial d'améliorer sa réactivité envers l'évolution des besoins locaux qui varient d'un État membre à l'autre, mais ce faisant, la politique fonctionnerait pour parvenir à la vision double de la «rEU-nion» ainsi qu'aux buts et objectifs européens.

*Comment voyez-vous l'évolution des priorités de la politique de cohésion et des mécanismes d'exécution après 2020?*

Malgré les résultats concrets et positifs des programmes enregistrés au cours de la période de programmation précédente, comme souligné dans le rapport d'évaluation *ex post* de la Commission, et malgré les efforts fournis pour améliorer le cadre de la période de programmation actuelle, qui sont évidents, Malte croit qu'il est encore possible d'améliorer la politique de cohésion afin de répondre à l'environnement social et économique dynamique de nos régions et de nos territoires. Il est important de reconnaître les besoins spécifiques des différents territoires ainsi que des différents cadres institutionnels. Il est également nécessaire que le cadre garantisse une flexibilité suffisante pour soutenir les initiatives qui abordent l'évolution des besoins aux niveaux régional, national et européen.

Le mécanisme d'exécution devrait être davantage axé sur la simplification, qui est l'une des priorités du programme de la Commission. Il est établi que la charge de travail administratif pour mettre en œuvre les programmes des fonds ESI a augmenté et que les financements provenant de l'UE ne peuvent pas risquer d'être assimilés à une charge, à la complexité et à la bureaucratie.

L'accent mis sur les résultats et la performance reste une priorité. Les indicateurs ont généralement été perfectionnés et devraient faciliter l'évaluation, mais des améliorations sont encore nécessaires. La réserve de performance met l'accent sur les réalisations plutôt que sur les résultats, notamment en raison du long délai requis pour voir les résultats se concrétiser.

*Quelles sont les priorités de la présidence de Malte dans le domaine de la politique de cohésion et comment comptez-vous procéder?*

La présidence maltaise coïncidera également avec les premières discussions générales sur l'avenir de la politique de cohésion après 2020. Nos deux principaux objectifs relatifs à la politique de cohésion sont: faire avancer la proposition législative «Omnibus» et se concentrer sur le débat politique relatif à la manière de rendre les résultats de la politique de cohésion plus visibles pour les citoyens. À cet égard, sous la présidence maltaise, les changements législatifs attendus apportés aux règlements relatifs à la politique de cohésion à la suite de la révision du cadre financier pluriannuel (CFP) sont considérés comme une priorité, de même que les efforts destinés à simplifier la politique générale. Dans ce contexte, la présidence maltaise cherchera à évaluer les résultats du groupe de haut niveau sur la simplification, atteints lors de sa réunion de novembre 2016, axée sur l'audit et le programme de travail après-2020, et lors de ses prochaines réunions au début de l'année 2017 qui porteront sur l'après-2020. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<https://eufunds.gov.mt/en/Information/Pages/EU-funds-for-Malta-2014-2020.aspx>



^ Jeux interactifs pour les enfants qui rendent amusant l'apprentissage des sciences.



^ Nouvel équipement d'ingénierie biomédicale à l'Université de Malte qui propose une approche pratique et concrète de l'apprentissage.



^ L'Institut des sciences appliquées: une nouveauté sur le campus du Malta College of Arts, Science and Technology.



10<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE

# La Bulgarie met à profit les avantages de son adhésion à l'UE

**Cette année, la Bulgarie célèbre son dixième anniversaire au sein de l'UE. *Panorama* s'intéresse à la manière dont l'adhésion à l'Union a influencé le pays et ses citoyens.**

Quel pays a donné au monde l'alphabet cyrillique, utilisé par plus de 250 millions de personnes aujourd'hui? Quel pays abrite le plus ancien trésor en or du monde qui remonte aux environs de 4 000 av. J.-C.? Quel pays produit 85 % de l'huile de rose du monde, essentielle pour la production de parfum? Oui, vous l'avez deviné: la Bulgarie, un fier membre de l'UE depuis maintenant plus de 10 ans!

Située à la frontière sud-est de l'UE, la Bulgarie combine de majestueuses montagnes avec des sols fertiles, de grands bassins hydrographiques, des sources thermales naturelles, une riche biodiversité et 400 kilomètres de littoral.

Il y a dix ans, la nature bulgare était aussi belle qu'aujourd'hui. Toutefois, ce n'était pas le cas de son économie et de sa société. Des questions telles que la pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités en matière de revenus étaient souvent évoquées par les critiques avant l'adhésion de la Bulgarie à l'UE.

Il semble que c'était hier, mais nous fêtons déjà le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'adhésion de la Bulgarie et de nombreux progrès ont été réalisés pendant cette période. Les citoyens bulgares bénéficient désormais pleinement de la liberté de circuler, de s'installer, d'étudier et de travailler dans l'UE.

Les statistiques officielles montrent clairement l'incidence positive de l'adhésion sur la société et l'économie. Selon Eurostat, au cours de la dernière décennie, le PIB a augmenté pour passer de 28,7 mil-

liards d'euros à 45 milliards d'euros en 2016. Le niveau de revenu, y compris le salaire minimum et moyen, a également augmenté, entraînant une satisfaction accrue parmi les citoyens: l'Eurobaromètre indique que 36 % des Bulgares étaient satisfaits de leur vie en 2007 par rapport à plus de la moitié (51 %) aujourd'hui.

## Sur la voie de la cohésion

Depuis sa première année au sein de l'UE, la Bulgarie a pu moderniser ses infrastructures et améliorer la qualité de vie de ses citoyens grâce aux financements de la politique de cohésion de l'UE.

Dans le domaine des transports, cette modernisation a été possible grâce à l'extension du métro de Sofia, à la finalisation de la construction des autoroutes de Trakia et Maritsa, à l'amélioration des réseaux ferroviaires et à la mise en service de transports urbains durables dans les sept plus grandes villes de Bulgarie, ce qui rend les voyages plus sûrs, plus propres et plus rapides dans les régions urbaines et à travers le pays.

En ce qui concerne les services environnementaux, 1,3 million de personnes ont bénéficié de systèmes de gestion des déchets plus efficaces et 300 000 autres ont pu accéder à des services modernes d'approvisionnement en eau et de traitement de l'eau, ce qui a contribué à rendre l'environnement plus propre et plus sain pour les citoyens. Les investissements ont également eu des incidences sociales considérables. Les enfants vulnérables et ceux ayant des besoins spécifiques, autrefois isolés dans des institutions publiques austères, ont été réintégrés dans la société grâce à la mise en place de nouveaux centres de type familial.

La compétitivité économique s'est améliorée parallèlement à l'environnement des entreprises, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME). Cette progression est en grande partie



due à l'initiative JEREMIE (Ressources européennes conjointes pour les PME et les micro-entreprises) qui a généré un portefeuille d'investissement de 900 millions d'euros sous forme de prêts et de participations en faveur de 7500 PME.

Dans le même temps, les fonds d'amorçage Eleven et LAUNCHub soutenus par l'UE ont encouragé 180 start-ups innovantes à créer plus de 600 nouveaux emplois dans les secteurs prioritaires tels que les TIC, la santé en ligne et l'ingénierie. Ils ont contribué à la reconnaissance internationale de la Bulgarie comme un pôle compétitif pour les TIC et les spécialistes de la production, qui attire des milliards d'euros d'investissements directs étrangers depuis l'adhésion du pays en 2007. En effet, la Bulgarie est désormais devenue l'une des destinations les plus attractives de l'UE pour les investissements en capital-risque. Sofia compte actuellement parmi les premières capitales européennes pour ce qui est des start-ups soutenues par le capital-risque.

Au cours de la période 2007-2013, le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion ont investi 5,4 milliards d'euros en Bulgarie, soit plus de 2 % du PIB et près de 39 % des dépenses en capital du gouvernement. En 2015, ce soutien aurait permis d'engendrer environ 4 % de PIB supplémentaires. Ces investissements ont également contribué à surmonter les effets destructeurs de la crise économique mondiale, en permettant de redresser le taux d'emploi de 3,6 % entre 2014 et 2015.

## Prochaines étapes

La Bulgarie avait besoin de temps et de soutien pour s'adapter au fonctionnement de la politique de cohésion afin de mettre en œuvre efficacement les investissements financés par l'UE. Le pays a bénéficié de l'aide du groupe de travail pour une meilleure mise en

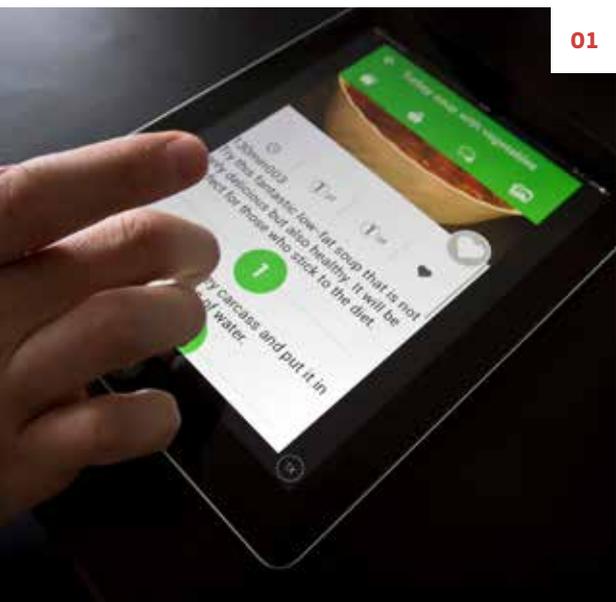
œuvre, créé en 2014 par la commissaire en charge de la politique régionale Corina Crețu. La Bulgarie continue également de bénéficier d'une assistance ciblée pour ses structures administratives nationales et d'un soutien entre pairs qui ont permis d'accélérer et d'améliorer la manière dont les projets européens sont planifiés et mis en œuvre pour en tirer le meilleur parti.

Néanmoins, il est vrai que le processus de cohésion de la Bulgarie est loin d'être achevé. Le pays a toujours besoin d'un soutien continu dans les secteurs essentiels de l'environnement, du développement régional, des infrastructures de transport, de la compétitivité, de l'innovation, de la mobilité des travailleurs et de l'inclusion sociale. Outre la contribution financière, la politique de cohésion constitue également un moteur important des réformes en Bulgarie. Son rôle se développera encore au cours de la période 2014-2020, notamment en matière de marchés publics, de protection de l'environnement et de recherche et d'innovation.

Ces changements structurels, ainsi qu'une attention accrue accordée aux résultats et aux incidences des fonds, jettent les bases pour améliorer le soutien apporté par la politique de cohésion aux citoyens bulgares au cours des prochaines années. Grâce à 10 nouveaux programmes, la Bulgarie recevra un soutien de près de 10 milliards d'euros provenant des cinq fonds structurels et d'investissement européens. Couplé à la contribution nationale, ce soutien fournira une base solide pour les investissements en créant des emplois et de la croissance, en stimulant la recherche et en faisant reposer l'environnement des entreprises sur l'innovation tout en renforçant l'inclusion sociale et en protégeant la beauté de la nature bulgare. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/atlas/bulgaria/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/atlas/bulgaria/)  
<http://2020.eufunds.bg/en>



01

## TOUTES LES IDÉES ONT BESOIN D'UN PETIT COUP DE POUCE

Créés en 2012, **Eleven** et **LAUNCHub** sont deux fonds d'investissement bulgares qui soutiennent les start-ups et les nouvelles idées. Leur tâche principale consiste à trouver, à soutenir et à former de jeunes entrepreneurs ayant des idées innovantes, principalement dans le domaine informatique, en leur proposant un investissement pouvant atteindre 300 000 euros par projet.

Ces deux fonds ont bénéficié du soutien de plus de 21 millions d'euros de l'UE dans le cadre de l'initiative JEREMIE, conjointement élaborée par la Commission et le Fonds européen d'investissement pour promouvoir l'utilisation des instruments financiers afin d'améliorer l'accès au financement pour les PME par l'intermédiaire des fonds structurels et d'investissement européens.

Beaucoup de projets soutenus ont atteint des résultats financiers remarquables, y compris au niveau international. Les exemples comprennent le projet bulgare **Rocket Heater Gamera**, un poêle à combustibles solides neuf fois plus efficace que les appareils concurrents présents sur le marché et caractérisé par des coûts nettement plus bas et par une production de déchets moindre.



02

**Appzio**, un projet bulgare et finlandais, est une application mobile qui permet aux utilisateurs de créer facilement leur propre application, selon leurs besoins.

**CoKitchen**, un concept d'espace de travail partagé pour cuisiner, est un projet qui donne aux entrepreneurs de l'industrie alimentaire la possibilité de réduire leurs coûts en matière de loyer et d'équipements de cuisine, ce qui leur permet d'éviter les obstacles habituels rencontrés lors de l'ouverture d'un restaurant.

**Fort de son succès international**, en particulier sur le marché américain, **iGreet** propose des cartes papier high-tech qui, lorsqu'elles sont scannées par le destinataire, s'animent sur l'écran.

Ces projets ne sont que quatre exemples de projets sur plus de 110 qui ont déjà bénéficié de ces deux fonds. **LAUNCHub** et **Eleven** contribuent au développement de l'ensemble de l'écosystème entrepreneurial de la région, étant donné qu'ils investissent également dans des start-ups étrangères qui s'implantent en Bulgarie. Essentiels pour la prospérité d'un nouveau projet, ces fonds sont axés sur une idée excellente et sur les petites équipes spécialisées qui la concrétisent.



03

Grâce au soutien de l'UE, la Bulgarie est reconnue comme une destination attrayante pour les start-ups du monde entier, y compris par les médias économiques et financiers de premier plan comme le Financial Times et Forbes.

<http://www.11.me/about/>

<http://www.launchub.vc/>

01 Le PDG d'Appzio, Branimir Parashkevov, montre comment fonctionne cette application.

02 Zhivkov Stefanov alimente le poêle Rocket Heater Gamera de sa maison en combustible.

03 Le chef Dobrin Atanasov et Stanka Dimcheva préparent un repas à la CoKitchen.

## GABROVO: L'ÉMERGENCE DES «VILLES VERTES»



Historiquement connue pour le sens de l'humour espiègle de ses citoyens, sa belle nature et ses industries du textile, du tapis et de l'habillement, Gabrovo, située dans le centre de la Bulgarie, s'est réinventée ces dernières années et a remporté les prix nationaux de «ville la plus verte» et de «meilleure ville où vivre».

En réalité, Gabrovo et ses citoyens bénéficient de l'un des plus grands projets environnementaux jamais réalisés en Bulgarie. Grâce à 85 % de cofinancement provenant du Fonds de cohésion, Gabrovo et son agglomération disposent d'un système d'approvisionnement en eau potable entièrement rénové, ainsi que d'installations de collecte et de traitement des eaux usées.

Ce projet a directement profité aux 63 000 habitants de la région et a amélioré leur qualité de vie en leur garantissant un meilleur accès à l'eau potable et un meilleur service de traitement des eaux usées. Il a ainsi contribué à réduire des risques sanitaires pour la population tout en améliorant la qualité de l'environnement. La pollution organique et par les nutriments libérés dans le corps a énormément baissé, améliorant ainsi la qualité de l'eau du fleuve Yàntra et du Danube.

En outre, ce projet a créé plus de 400 emplois et a attiré d'importants investisseurs, ce qui a généré des revenus supplémentaires pour cette ville provinciale et ses citoyens. Gabrovo illustre parfaitement la manière dont des villes vertes peuvent être créées dans l'ensemble de l'UE grâce à l'aide de la politique de cohésion, et elle montre comment l'économie peut profiter de projets respectueux de l'environnement.



“ En participant à la procédure de services de qualification et de promotion de l'emploi au titre du programme opérationnel «développement des ressources humaines», j'ai acquis de nouvelles connaissances et de nouvelles compétences qui m'ont aidé à améliorer mes qualifications professionnelles. Je suis satisfait de mes nouvelles compétences parce qu'elles m'ont donné de meilleures chances sur le marché de l'emploi. J'ai été longtemps au chômage et je suis enchanté et ravi de recevoir maintenant un salaire régulier de mon employeur actuel.

Je suis content que mon employeur ait décidé de participer à cette procédure. Je pense que la Bulgarie a besoin de tels programmes européens qui aident les petites et moyennes entreprises à se développer.”

Asan Smailov Isov  
Installateur de fenêtres en PVC pour STOS BG Ltd., Krichim



## SOFIA: QUAND LES TRANSPORTS, L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE S'UNISSENT



01

01 Station de métro Vitosha.

02 Station de métro de l'aéroport.

Le métro de Sofia est l'un des projets d'infrastructures les plus importants de ces dernières années en Bulgarie. Ce projet a surmonté de nombreux obstacles économiques, administratifs et archéologiques pour atteindre des résultats impressionnants et procurer des avantages à la population de 1,7 million d'habitants vivant dans la zone métropolitaine de Sofia. Alors que les deux premières lignes ont été terminées au titre du PO Transport 2007-2013, la troisième ligne de métro de la ville, cofinancée par le FEDER, est actuellement en construction et devrait être achevée avant 2020.

Tous les habitants de Sofia sont reconnaissants et fiers du nouveau métro et de ses magnifiques stations. Transportant 50 000 personnes par heure, il est utilisé par plus d'un demi-million de personnes chaque jour. Il apporte d'énormes bénéfices à la capitale bulgare: une réduction drastique des émissions de CO<sub>2</sub>, des temps de trajet, des embouteillages, des accidents de la circulation, de la consommation de carburants et des coûts d'entretien des transports, en passant par la réalisation de plus de 20 millions d'euros d'économies pour l'économie locale.



02

En outre, les deux premières lignes ont été terminées et inaugurées avant l'échéance du projet et à un coût relativement bas. Le métro de Sofia fait partie des meilleurs exemples des projets de transport écologiques, modernes et financièrement avantageux soutenus par la politique de cohésion de l'UE.

<http://europa.eu/!gU84kk>

“ Je représente une entreprise bulgare innovante, basée dans la ville de Vratsa, qui est spécialisée dans la production de produits électroniques et d'éclairage LED. Après plus de six ans de travail acharné et la mise en œuvre de projets financés par l'UE, nous avons pu considérablement développer notre entreprise. Durant la première période de programmation 2007-2013, nous avons amélioré l'efficacité énergétique et l'organisation de la gestion de la production. Nous avons également introduit un savoir-faire précis qui nous a permis d'atteindre une croissance de près de 10 %, et nous avons créé 15 nouveaux emplois.

En 2016, nous avons lancé un nouveau projet au titre du programme opérationnel «innovation et compétitivité» (FEDER) afin d'améliorer les processus de production en achetant des équipements de haute technologie. C'est ainsi que nous espérons accroître la compétitivité de l'entreprise et garantir sa présence durable sur le marché national et international. ”

Diana Varganova, Eng.

Directrice, Intelligent Security Systems Ltd.





« Grâce aux financements au titre du programme de développement rural 2007-2013, ma famille et moi avons développé une entreprise de culture de lavande dans la Dobroudja. Il y a sept ans, mon mari Stanimir et moi avons décidé de nous lancer dans l'agriculture. Nous avons effectué les consultations nécessaires et exploré différentes possibilités pour cultiver des plantes destinées à la production d'huiles essentielles. Nous avons posé les bases de notre exploitation agricole dans le petit village de Pobeda dans la région de la Dobroudja. Grâce à ce projet, en quelques années, nous avons pu augmenter la superficie des champs de lavande pour atteindre 112 hectares. Nous avons assisté à différents séminaires organisés par le Service national de conseils agricoles et nous avons participé plusieurs fois au festival bulgare de la lavande.

Notre vie a changé. Grâce aux subventions, la valeur économique de notre exploitation a augmenté et elle est désormais orientée vers le marché. Aujourd'hui, nos plantations de cette herbe odorante couvrent les zones agricoles des villages voisins dans les districts de Dobritch et de Varna. Nous essayons de cultiver d'autres plantes pour produire des huiles essentielles – la sauge et la mélisse – et nous avons planté 20 hectares d'achillée. Ces deux dernières années, nous avons récolté 700 à 800 kilogrammes de fleurs de lavande par hectare. Il faut savoir que vous avez besoin de 50 à 60 kilogrammes de fleurs pour extraire 1 kilogramme d'huile essentielle.

Grâce à la mise en œuvre de notre projet, nous avons été certifiés comme producteurs biologiques en 2016, et, en 2018, notre ferme recevra le symbole officiel pour la production biologique propre. »

Julia Penkova  
Agricultrice

## VELIKO TARNOVO: UNE NOUVELLE PERSPECTIVE POUR LA «VILLE DES TSARS»

Connue comme la capitale historique du Second Empire bulgare et comme la ville des tsars durant le Moyen Âge, grâce à son riche patrimoine artistique, pictural, littéraire et architectural, la ville provinciale de Veliko Tarnovo a connu une véritable révolution au cours de ces dernières années. Conjointement à la ville de Bourgas, elle a été élue «Meilleure ville où vivre» en Bulgarie en 2013.

Grâce à deux millions de visiteurs par an, le tourisme est un secteur important de l'économie de Veliko Tarnovo. Depuis 2007, 26 projets ont été mis en œuvre au titre des programmes opérationnels de l'UE. Ils ont considérablement amélioré l'environnement et les infrastructures de santé et ont contribué à l'augmentation du tourisme dans la ville. Les activités telles que la reconstruction et la rénovation d'espaces de loisirs verts, la construction de voies piétonnières et cyclables, de terrains de sport et d'aires de jeux, ont permis de créer un environnement urbain de meilleur qualité et plus accessible pour tous dans la ville.

Certains projets consacrés au tourisme ont permis aux citoyens et aux touristes de profiter de différents sites du patrimoine culturel et historique récemment rénovés, comme la terrasse panoramique du célèbre spectacle son et lumière à la forteresse Tsarevets.

D'autres projets, comme «la reconstruction et la rénovation des infrastructures de santé du Complex Oncology Centre», ont des incidences directes sur les services de santé de la ville. Ce centre a permis d'améliorer les diagnostics précoces du cancer et de fournir des équipements de haute technologie et des traitements médicaux hautement spécialisés à plus de 250 000 personnes à Veliko Tarnovo et son agglomération. Grâce à sa riche histoire, à sa belle architecture, à ses infrastructures rénovées et à ses installations sanitaires modernes, il n'y a rien d'étonnant à ce que cette petite ville provinciale soit devenue un endroit idéal pour vivre.



^ Extérieur du centre d'exposition Flora de Bourgas.

## BOURGAS MET EN VALEUR SON PATRIMOINE CULTUREL

Bourgas, la deuxième plus grande ville bulgare sur la côte de la mer Noire et la quatrième plus grande ville du pays, a connu un développement et une transformation rapides, avec plus de 37 projets cofinancés soutenus par la politique de cohésion depuis 2007, pour un total de près de 186 millions d'euros.

Au titre du programme opérationnel «Développement régional» (PODR), Bourgas a mis en œuvre l'initiative JESSICA avec cinq projets différents. Ces projets incluent le centre d'exposition permanente Flora au jardin maritime de Bourgas, doté d'une salle polyvalente, d'un café et d'une zone de divertissements pour les enfants, qui a contribué à améliorer l'offre culturelle et en matière de loisirs de la ville.

Les grandes villes ont besoin de transports publics modernes et efficaces pour prospérer. Le «projet de transports publics intégrés à Bourgas» (PODR 2007-2013) a eu des incidences considérables sur la population croissante de la ville. De nouveaux bus écologiques, un réseau rapide de transport en bus, un réseau routier optimisé, une nouvelle billetterie en ligne et la création du premier système bulgare de location de vélos ne sont que quelques uns des projets qui ont contribué à faire de Bourgas la «meilleure ville où vivre en Bulgarie» en 2012 et 2013.

La politique de cohésion soutient également d'importants projets relatifs au patrimoine culturel dans la ville. La plupart des principaux monuments culturels de l'île de Sainte-Anastasia, près de Bourgas, ont été entièrement rénovés et restaurés. Les fresques du 14<sup>e</sup> siècle de l'église de l'île ont été artistiquement restaurées et les logements ont été rénovés, ce qui a créé plus de 140 emplois.

Enfin, grâce à un taux de migration positif ininterrompu et à une qualité de vie élevée, l'avenir économique, touristique et culturel de Bourgas semble plus que prometteur.

<http://www.burgas.bg/en/resors/euro>

## QU'EST-CE QUE UMIS 2020?

**Le système d'information de gestion unifié (Unified Management Information System - UMIS) pour les fonds européens en Bulgarie met en pratique les données ouvertes pour améliorer la transparence et la gestion des investissements de l'UE.**

UMIS 2020 contrôle et publie les données pour plusieurs programmes d'investissement, tels que sur l'environnement, la bonne gouvernance, le développement des ressources humaines, l'innovation et la compétitivité, les régions en pleine croissance, la science et l'éducation pour la croissance intelligente, et les infrastructures de transport. Son objectif principal est de collecter et de traiter électroniquement toutes les données relatives à l'exécution des programmes opérationnels et de prévoir un échange avec les institutions européennes, tout en garantissant la traçabilité des programmes, des procédures, des projets et des contrats et en contrôlant leurs performances. Ce système est entièrement basé sur internet et fournit des informations accessibles au grand public, aux promoteurs de projet, aux bénéficiaires ainsi qu'aux autorités de gestion, d'audit et de certification.

# Comprendre la compétitivité régionale

Quelles sont les régions les plus compétitives de l'Union européenne? Le troisième indice de compétitivité régionale présente les détails et vient d'être publié.

La nouvelle édition de l'indice de compétitivité régionale (ICR), publiée le 27 février 2017, montre la vigueur soutenue des régions capitales et d'autres régions métropolitaines.

Dans le Nord-Ouest de l'UE, ces régions compétitives génèrent d'importantes retombées géographiques, améliorant la compétitivité des régions voisines. Dans les États membres de l'Est et du Sud de l'UE, cependant, la proximité avec la région de la capitale ne semble pas stimuler la compétitivité. Cet indice unique nous montre ce que les indices nationaux de compétitivité ne peuvent pas mesurer.

Par rapport aux éditions de 2010 et 2013 de l'ICR, Malte et plusieurs régions de France, d'Allemagne, de Suède, du Portugal et du Royaume-Uni ont obtenu un meilleur score, tandis que Chypre et

## TOP 20 EN 2016

PAYS	NOM DE LA RÉGION	SCORE SUR UNE ÉCHELLE DE 0 À 100	POSITION*
Royaume-Uni	Londres et les régions couvertes par sa zone de navettage	100,00	1
Royaume-Uni	Berkshire, Buckinghamshire et Oxfordshire	97,67	2
Pays-Bas	Utrecht	97,63	2
Suède	Stockholm	97,21	4
Royaume-Uni	Surrey, East and West Sussex	93,95	5
Danemark	Hovedstaden	92,94	6
Luxembourg	Luxembourg	91,06	7
France	Île-de-France	90,27	8
Allemagne	Oberbayern	89,68	9
Royaume-Uni	Hampshire et île de Wight	88,61	10
Finlande	Helsinki-Uusimaa	88,26	11
Pays-Bas	Amsterdam et les régions couvertes par sa zone de navettage	87,34	12
Allemagne	Darmstadt	86,66	13
Allemagne	Hambourg	85,28	14
Allemagne	Karlsruhe	85,23	15
Pays-Bas	Noord-Brabant	85,13	16
Royaume-Uni	Cheshire	85,08	17
Pays-Bas	Zuid-Holland	84,81	18
Belgique	Bruxelles et les régions couvertes par sa zone de navettage	84,12	19
Allemagne	Stuttgart	83,75	20

\* Une position identique est attribuée à deux régions si l'écart entre leur score (sur une échelle de 0 à 100) n'excède pas 0,1.

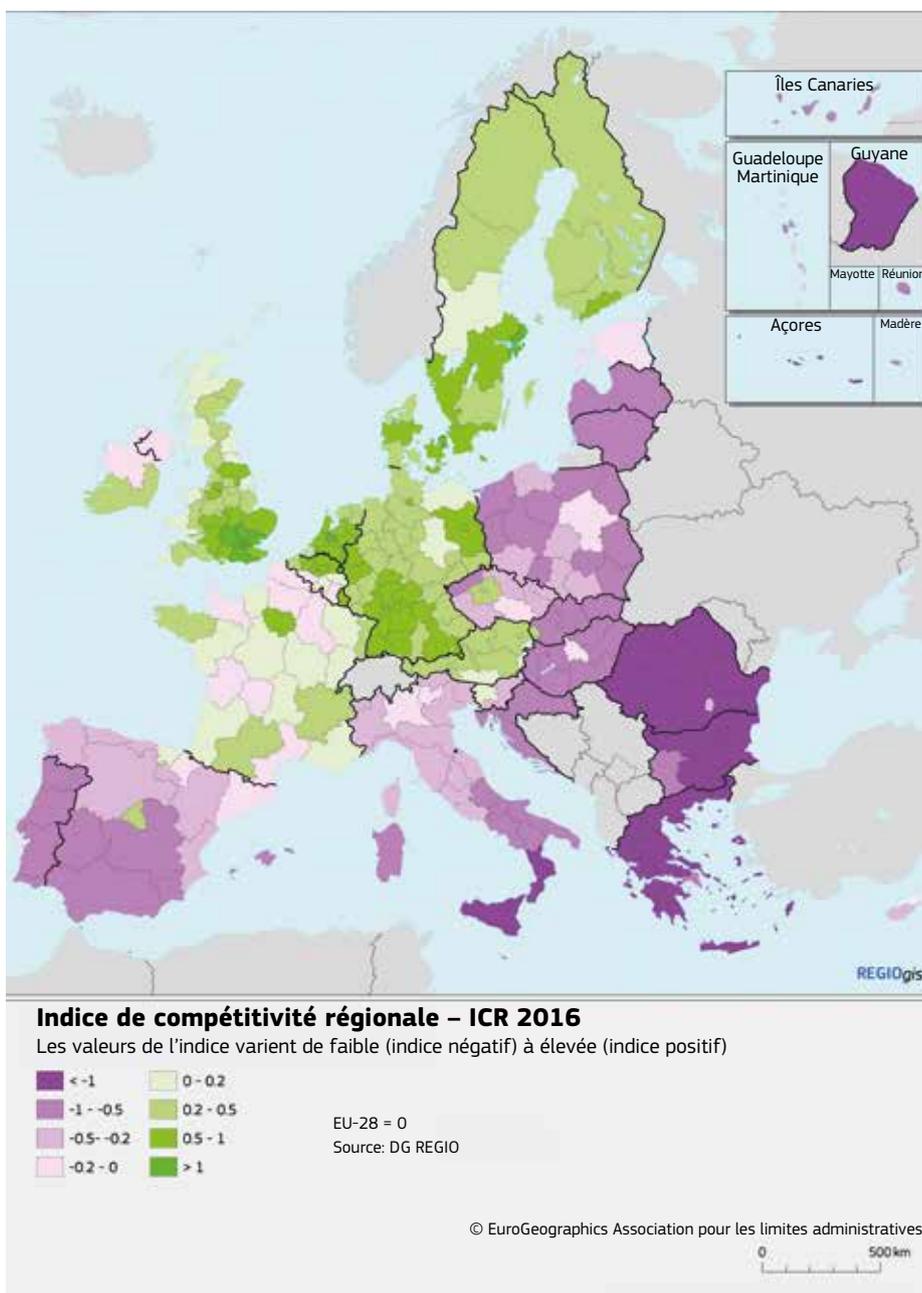
certaines régions de Grèce, d'Irlande et, plus récemment, des Pays-Bas ont enregistré de moins bons résultats. Dans les régions de l'Est de l'UE, la compétitivité enregistre une tendance à la stabilité dans les trois dernières éditions de l'indice.

Depuis sa première publication, l'ICR est utilisé par un nombre croissant de régions européennes pour déterminer leurs points forts et leurs faiblesses et élaborer leurs stratégies de développement. Pour faciliter cette analyse, la dernière édition de l'ICR s'accompagne de tableaux interactifs, un nouvel outil en ligne qui facilite l'évaluation d'une région. L'outil compare la région sélectionnée à toutes les autres régions et aux régions ayant un PIB par habitant comparable.

Ces tableaux, ainsi que les cartes interactives et les diagrammes en étoile interactifs, le document méthodologique et les tableaux de données sont disponibles sur la page internet de l'ICR: <http://europa.eu/!qN87MJ>.

L'ICR s'appuie sur l'approche de l'indice de compétitivité mondiale produit par le Forum économique mondial et l'adapte au niveau régional dans l'UE. Il recourt à 11 piliers de la compétitivité décrits par plus de 70 indicateurs couvrant une large gamme de sujets, y compris l'innovation, la gouvernance, les transports et l'infrastructure numérique, la santé et le capital humain.

L'ICR prend en considération le développement économique d'une région en accordant plus de poids aux facteurs élémentaires de la compétitivité dans les régions moins développées et aux facteurs d'innovation dans les régions plus développées.



**POUR EN SAVOIR PLUS**  
<http://europa.eu/!qN87MJ>



10<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE

# Les financements européens en faveur de la Roumanie portent leurs fruits

**Cette année marque le dixième anniversaire de l'adhésion de la Roumanie à l'UE. Dans cet aperçu, nous nous intéressons de plus près aux incidences des financements européens sur le pays et ses citoyens.**

Ce pays se caractérise par un paysage extrêmement diversifié, une culture riche, de nombreuses traditions et une longue histoire. C'est en Roumanie qu'est parlée la seule langue romane d'Europe orientale et ce pays compte sept sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, dont le delta du Danube riche en biodiversité.

Fait peut-être moins connu de la Roumanie: elle est également le septième État membre de l'UE le plus peuplé avec environ 19,9 millions d'habitants, et elle occupe une position stratégique entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud du continent. Il ne fut donc pas surprenant, il y a dix ans, lors de la nuit de la Saint-Sylvestre, d'assister à minuit à des scènes de joie et d'enthousiasme à travers tout le pays, des plus grandes villes aux villages les plus isolés.

En effet, l'adhésion de la Roumanie à l'UE a été célébrée par ses citoyens comme l'une des plus grandes réussites de son histoire moderne – une reconnaissance bien méritée pour les innombrables efforts et sacrifices consentis, mais aussi un signe clair que le pays et son destin sont liés à l'Europe.

Les espoirs et les attentes étaient élevés, de même que les défis à relever. Adhérer à l'UE ne représentait pas «le bout du chemin» ni le début d'une vie facile, mais plutôt la poursuite d'un long processus de changement et de développement social, économique et politique. Aujourd'hui, 10 ans plus tard, les Roumains peuvent voir les incidences de ce choix historique sur leur quotidien.

Un des effets positifs les plus visibles est illustré par la bonne performance économique de la Roumanie ces dernières années, grâce à une croissance solide soutenue par un taux de chômage faible et une activité industrielle stable. Le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale ont diminué. D'importantes réformes ont été mises en œuvre sur le marché du travail, dans l'administration publique, dans l'éducation et dans la politique sociale, et des investissements considérables ont été réalisés dans le domaine des infrastructures.

Toutefois, la mise en pratique de toutes ces mesures nécessite une orientation stratégique et des ressources vitales. C'est ici que les investissements soutenus par l'UE jouent un rôle capital. Dès le début de son adhésion, entre 2007 et 2013, le pays a bénéficié de près de 20 milliards d'euros de la politique de cohésion et de ses instruments – le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion. Grâce à ces ressources, d'importants résultats ont été atteints, et la Roumanie a désormais de nombreuses histoires positives à partager.

## Libérer le potentiel économique

Dans une période de turbulences économiques au niveau mondial, les investissements de la politique de cohésion étaient particulièrement indispensables pour libérer le potentiel de croissance de l'économie et créer des emplois et de nouvelles opportunités, notamment pour les petites entreprises. Selon la récente évaluation des incidences, grâce au soutien financier de l'UE, plus de 35 000 nouveaux emplois ont été créés entre 2007 et 2014, et plus de 1200 petites et moyennes entreprises (PME) ont bénéficié d'une aide. Ces investissements auraient entraîné une augmentation de 4 % du PIB en 2015.

Les financements de l'UE ont également stimulé la capacité de recherche dans le secteur de la haute technologie. Un excellent exemple dans ce domaine est l'innovante Extreme Light Infrastructure for Nuclear Physics – une importante infrastructure internationale dans la recherche sur les lasers qui rassemble des chercheurs issus de trois pays européens (la Roumanie, la Hongrie et la République tchèque). Une partie de ce consortium de recherche européen révolutionnaire a été établie à Măgurele, dans le județ d'Ilfov.

En ce qui concerne l'innovation appliquée à l'économie, un exemple particulièrement inspirant est celui de Ratis Serv, une petite entreprise du Nord-Est de la Roumanie qui a reçu un financement de l'UE qui lui a permis d'acquérir des machines de traitement mécanique de haute précision et de grande qualité. Grâce à cet investissement, elle est devenue un important fournisseur auprès de nombreux géants industriels dans le monde (voir encadré).

## Des investissements qui responsabilisent et protègent

Un autre secteur dans lequel les investissements de l'UE ont porté leurs fruits est celui du transport. D'une part, la modernisation de grande envergure des infrastructures de transport du pays a permis d'améliorer la connectivité avec le reste de l'Union. Par exemple, grâce à la modernisation de l'autoroute A1, les automobilistes peuvent désormais facilement voyager vers la Hongrie et au-delà. D'autre part, de plus petits investissements dans les routes locales et régionales, par exemple dans les zones plus isolées des monts Apuseni, ont facilité la mobilité locale et régionale, ce qui profite aux habitants de la région et aux touristes.

Des financements de l'UE ont également ciblé les personnes menacées de pauvreté et d'exclusion sociale, et été investis dans la rénovation, la modernisation et l'équipement de près de 500 écoles et de plus de 200 centres sociaux.

La valeur ajoutée des investissements générés par l'UE est particulièrement visible dans le secteur de l'environnement: un investissement de plus de 3 milliards d'euros a permis d'améliorer considérablement l'approvisionnement en eau et les services de gestion des eaux usées pour la grande majorité de la population.

## Dresser le bilan et préparer de nouveaux investissements

Il ne fait aucun doute que les financements européens représentent une source importante de financements pour la Roumanie, à savoir plus de 25 % des investissements publics dans le pays. Cependant, la première période de la mise en œuvre a également comporté d'importants défis et révélé certains blocages en matière de capacités administratives, d'efficacité des procédures et de coordination générale.

Ces dernières années, les autorités roumaines ont réalisé des efforts considérables pour améliorer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre. La Commission européenne est toujours proche de la Roumanie dans ce processus, par exemple par l'intermédiaire de l'excellente contribution du groupe de travail pour une meilleure mise en œuvre, créé par la commissaire en charge de la politique régionale Corina Crețu. Ce groupe a apporté son soutien et a aidé la Roumanie à accélérer la préparation et la mise en œuvre des projets tout en renforçant ses capacités administratives et en supprimant les blocages.

Ces précieuses leçons doivent être pleinement prises en considération maintenant que la Roumanie a une autre grande opportunité à saisir. Entre 2014 et 2020, le pays bénéficiera de plus de 30 milliards d'euros des fonds structurels et d'investissement européens. Ce montant considérable sera investi dans des domaines de développement stratégiques, tels que la mise en œuvre de stratégies de développement urbain et de plans de mobilité urbaine, l'efficacité énergétique et la gestion des déchets. Pour la première fois, les villes roumaines seront également habilitées à investir dans l'amélioration de la mobilité et à la rendre plus durable en privilégiant des systèmes de transports publics efficaces par rapport à la circulation automobile, ou en réduisant la consommation d'énergie dans les bâtiments résidentiels et publics.

D'autres priorités comprennent la transition, dans le domaine des soins pour les enfants et les personnes handicapées, d'une approche basée sur le placement en institutions vers une approche fondée sur la communauté, et la reconfiguration du système de soins de santé afin de le rendre plus accessible et efficace. Les investissements continus dans les infrastructures de transport d'envergure, comme l'autoroute Sibiu-Pitesti, et dans les infrastructures environnementales et énergétiques essentielles permettront de supprimer les problèmes persistants relatifs à la croissance et à la cohésion de demain.

Les opportunités sont grandes et, avec l'aide des mesures déjà mises en place pour développer la planification stratégique et l'évaluation, la participation active de toutes les parties prenantes et de la société civile, et en supprimant les obstacles aux investissements publics et privés, nous pouvons nous attendre à d'importantes améliorations.

Comme l'a récemment déclaré la commissaire Crețu: «J'ai de bonnes raisons d'être fière des réussites de la Roumanie, mais j'ai également hâte de voir le pays utiliser les opportunités offertes par les investissements de l'UE de manière encore plus efficace. La réussite de la Roumanie sera une réussite pour la politique de cohésion dans son ensemble, et elle la soutiendra à l'avenir.» ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/atlas/romania/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/atlas/romania/)



< Bogdan-Ștefan Avădanei et Pavel Petrariu à Ratis Serv.

## FOURNIR DE LA TECHNOLOGIE AUX CHAMPIONS

Une économie qui croît est une économie dans laquelle les entrepreneurs sont soutenus pour développer leurs idées. Ratis Serv, une petite entreprise du Nord-Est de la Roumanie, a bénéficié de financements européens qui lui ont permis d'acquérir des équipements de pointe: de nouvelles machines de traitement mécanique de haute précision et de grande qualité.

Forte de trente ans d'expérience, cette PME a pu non seulement continuer à proposer à ses clients des produits de haute qualité dans un délai court, mais elle a aussi pu mettre en place de nouveaux partenariats.

Ces financements européens ont aussi permis de créer de nouveaux emplois, d'accroître la qualité et d'offrir davantage de produits et de services. Aujourd'hui, Ratis Serv compte une longue liste de clients, dont des entreprises de haute technologie comme Boeing, Airbus ou Renault. Autre preuve que les investissements ont porté leurs fruits: en 2013, l'entreprise roumaine a fourni des pièces aux voitures de F1 Renault, dont une a gagné le championnat du monde. Des produits de qualité en provenance de Roumanie, réalisés grâce à des financements européens, ont ainsi permis de décrocher le titre le plus convoité du monde automobile!

## ORADEA: UNE VILLE MONTRE BRILLAMMENT L'EXEMPLE

Si vous vous êtes déjà demandé comment les fonds de l'UE façonnaient une ville, alors vous devriez vous intéresser de plus près à Oradea. Cette ville transylvanienne est une championne de l'absorption: elle a signé des contrats de financement d'une valeur de 247 millions d'euros au cours de la période 2007-2013.

Les investissements ciblaient le tourisme, la santé et les services sociaux, les infrastructures de transport, l'éducation et la recherche, l'environnement, ainsi que le développement des entreprises. Les résultats des projets montrent clairement l'importance d'utiliser pleinement les financements disponibles. Grâce à ces financements, la ville est devenue un havre accueillant pour les entreprises et les touristes: en 2015, les visiteurs ont passé trois fois plus de nuits à Oradea qu'en 2010, tandis que les entreprises y ont investi 285 millions d'euros.

Aujourd'hui, la ville est un centre attractif pour les entreprises étrangères et les principaux avantages directs des investissements sont ressentis par les habitants: en cinq ans, le taux de chômage a été divisé par quatre. En effet, Oradea constitue un exemple pour toutes les villes en Roumanie. Ce qui aurait été réalisé avec les fonds propres du pays en 50 ans l'a été en seulement 10 ans avec les fonds de l'UE, ce qui a permis le développement accéléré et durable de la ville.



^ La Piața Unirii (Place de l'Union) rénovée et modernisée à Oradea.



^ De nouveaux trams relient des stations modernisées à Cluj-Napoca.

## CLUJ-NAPOCA AMÉLIORATION DES TRANSPORTS PUBLICS DANS UNE VILLE ANIMÉE

Cluj-Napoca, une ville située au cœur de la Transylvanie, a fait bon usage des fonds de l'UE. Renommée pour ses festivals de la musique, elle se félicite de cette réputation bien méritée et accueille ses nombreux nouveaux visiteurs grâce à des améliorations tant souhaitées apportées à son système de transports publics. Près de 11 millions d'euros du FEDER ont servi à moderniser l'une des artères les plus utilisées de la ville roumaine. De nouveaux trams relient les stations rénovées, tandis que le temps de trajet a diminué de moitié et que la pollution sonore a été considérablement réduite.

Les investissements réalisés pour remplacer les infrastructures de l'époque communiste sont prêts à porter leurs fruits. Les autorités estiment que les nouveaux trams ainsi que les nouvelles voies ferrées et gares permettront d'accueillir 10 % de voyageurs supplémentaires. C'est une bonne nouvelle pour l'environnement étant donné que davantage de trams électriques plus performants permettent non seulement de rendre les trajets plus sûrs et plus rapides, mais aussi de rendre l'air plus pur dans cette ville animée. L'environnement des entreprises en profite également car ces investissements rendent la ville plus attrayante et aideront Cluj-Napoca à renforcer sa position en tant que pôle de croissance pour la région du Nord-Ouest de la Roumanie.

## UNE UTILISATION INNOVANTE DES DÉCHETS ÉLECTRONIQUES RECYCLÉS

Le public associe généralement l'innovation Hi-tech aux grandes entreprises actives au niveau mondial. Mais l'exemple de SC All Green SRL, une petite entreprise basée à Iasi, montre que l'innovation a également lieu à plus petite échelle, ce qui comporte l'avantage supplémentaire de rester connectée au potentiel endogène d'une région spécifique.

Dès le début, le projet visait à mettre en valeur le potentiel de la région – des matières premières obtenues grâce au recyclage innovant de déchets électroniques, mais aussi des titulaires de doctorats hautement qualifiés diplômés des universités locales – afin de mettre en place des systèmes de protection électromagnétique basés sur des poudres nanostructurées obtenues à partir des déchets électroniques. Ce projet se distingue des autres non seulement par son interaction entre la recherche, l'innovation technologique et le développement commercial (notamment la coopération avec les institutions RDI locales), mais aussi par l'utilisation innovante de matériaux recyclés pour produire des systèmes de protection électromagnétique.



## LE PONT CALAFAT-VIDIN: DES LIENS PLUS FORTS ENTRE LA ROUMANIE ET LA BULGARIE

Les eaux du Danube séparent la Roumanie et la Bulgarie sur près de 500 kilomètres. Pourtant, il y a quatre ans encore, un seul pont surplombait le fleuve pour relier les pays. C'est en 2013 qu'un deuxième pont a été construit entre Calafat (Roumanie) et Vidin (Bulgarie) pour remplacer les ferryboats qui reliaient les deux villes. Financé grâce à une subvention de 70 millions d'euros du Fonds de cohésion, ce pont est la concrétisation d'un projet entre les deux pays qui remonte à 1925.

Le pont offre une liaison routière et ferroviaire dans un délai raisonnable entre les deux États membres et constitue une alternative au pont reliant Giurgiu (Roumanie) et Roussé (Bulgarie). Long de deux kilomètres, il fait partie du corridor de transport paneuropéen IV et permet aux voyageurs de se rendre en Grèce en voiture sans quitter l'Union européenne. Ce projet a stimulé la collaboration entre les deux pays et ouvert la voie à d'autres projets d'infrastructure sur le Danube.

“Les subventions européennes ont permis aux entrepreneurs de notre région de moderniser leur production et de s'étendre à de nouveaux marchés. Les projets des entreprises Ratis Serv et All Green peuvent inspirer ceux qui souhaitent développer une idée commerciale dans notre région, et l'Agence de développement du Nord-Est se tient prête à multiplier les projets fructueux d'utilisation des fonds européens. Les entreprises innovantes et ambitieuses peuvent compter sur le soutien de notre équipe, qui propose une assistance et facilite le développement des entreprises sur les marchés local et national, ainsi que l'expansion au niveau international.”



M<sup>me</sup> Gabriela Macoveiu

Chef du service pour la communication, la coopération et le développement des entreprises,  
Agence de développement du Nord-Est

Y A-T-IL UN SUJET QUE VOUS AIMERIEZ QUE PANORAMA ABORDE DANS SA SECTION POINT D'INFORMATION?

Y A-T-IL UN ENSEMBLE DE DONNÉES QUE VOUS AIMERIEZ VOIR FIGURER SUR LA PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES DES FONDS ESI?

SI TEL EST LE CAS, ÉCRIVEZ-NOUS: REGIO-EVAL@EC.EUROPA.EU

# Les start-ups européennes sont essentielles à la reprise économique

Depuis quelque temps, l'économie européenne est en retard en matière de compétitivité, d'innovation, de créativité et de création d'emplois. Pour aborder ce problème, l'UE investit dans les start-ups en fournissant différentes formes de soutien allant des conseils et des services aux entreprises aux subventions en capital en passant par les prêts.

La recherche montre que les entreprises en phase de démarrage ont un effet positif sur l'économie en stimulant la croissance et l'emploi. Bien que les start-ups créent près de 4 millions d'emplois dans l'UE chaque année, ce chiffre devrait être plus élevé: seuls 37 % des personnes en Europe préfèrent une activité indépendante à un emploi salarié. Aux États-Unis et en Chine, ce chiffre dépasse les 50 %<sup>1</sup>. Les entreprises européennes semblent également **se développer plus lentement** que leurs homologues à l'étranger. Pour améliorer la compétitivité globale, l'UE doit augmenter le nombre de start-ups présentes sur son territoire et leur écosystème.

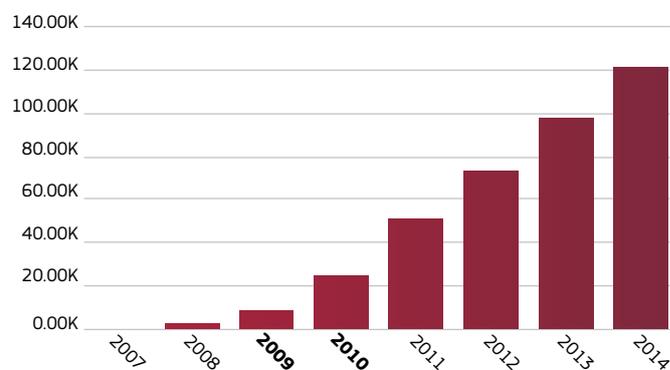
Le soutien de l'UE aux start-ups se compose généralement de deux volets:

- **Amélioration de l'environnement des start-ups: une série d'initiatives européennes** traitent la simplification des procédures administratives, **la création de réseaux pour les** entrepreneurs, les investisseurs, et les universitaires<sup>2</sup>; et l'organisation d'événements pour recenser et répandre les bonnes pratiques.
- **Financements:** l'UE fournit également des financements aux start-ups. Une importante source est le Fonds européen de développement régional (FEDER). Les start-ups<sup>3</sup> peuvent accéder à des financements grâce à **des programmes nationaux, régionaux et interrégionaux, en particulier dans le cadre de budgets spécifiques destinés à améliorer la compétitivité des PME:** <https://cohesiondata.ec.europa.eu/themes/>.

De nombreux États membres de l'UE investissent massivement dans les petites et moyennes entreprises (PME) par l'intermédiaire du FEDER. Les programmes 2007-2013 ont alloué près de 51,9 milliards d'euros du FEDER principalement aux PME – dont 121 000 start-ups (voir graphique).

Ces entreprises ont profité de différentes initiatives allant du soutien aux start-ups high-tech (ou entreprises créées par essaimage) aux régimes élémentaires pour travailleurs indépendants. Le but de ce soutien est tout aussi diversifié, allant du conseil et des services aux entreprises aux subventions en capital ou prêts avec différents objectifs. Étant donné que les

START-UPS SOUTENUES PAR LE FEDER AU COURS DE LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION 2007-2013 (CUMULÉES À LA FIN 2014)



<sup>1</sup> Calcul de la Commission basé sur les données Eurostat de 2009 dans le plan d'action «Entrepreneuriat 2020».

<sup>2</sup> Voir: Startup Europe (les projets englobent: Digistart, ePlus Ecosystem, Startup Scaleup, Twist Digital et Welcome) ou le partenariat Startup Europe.

<sup>3</sup> Une start-up s'entend comme une nouvelle entreprise qui n'existait pas jusqu'à trois ans avant le début du programme: «Document de travail n° 2 et le document d'orientation de la période de programmation 2014-2020 sur le suivi et l'évaluation, concepts et recommandations».

## SÉLECTION DE PROGRAMMES 2014-2020 DU FEDER DONT LES NIVEAUX DE SOUTIEN AUX START-UPS SONT ÉLEVÉS

ÉTAT MEMBRE	PROGRAMME	NOMBRE TOTAL D'ENTREPRISES BÉNÉFICIAINT D'UN SOUTIEN	NOMBRE TOTAL DE START-UPS BÉNÉFICIAINT D'UN SOUTIEN	START-UPS EN % DU TOTAL D'ENTREPRISES
UK	England – FEDER	152 887	47 722	31,2 %
FR	Nord-Pas-de-Calais – FEDER/FSE/IEJ	54 035	30 915	57,2 %
SK	Recherche et innovation – FEDER	12 790	5 090	39,8 %
IT	Toscana – FEDER	8 013	2 667	33,3 %
FR	Limousin – FEDER/FSE	5 673	2 550	44,9 %
FR	Bourgogne – FEDER/FSE	5 472	3 381	61,8 %
FR	Haute-Normandie – FEDER/FSE/IEJ	4 969	4 320	86,9 %
PL	Développement de l'Eastern Poland – FEDER	3 288	1 820	55,4 %
ES	Valenciana – FEDER	3 095	1 083	35,0 %
SE	Upper Norrland – FEDER	3 045	1 000	32,8 %
DE	Berlin – FEDER	2 528	1 661	65,7 %
IT	Culture – FEDER	1 735	1 085	62,5 %
DE	Brandeburg – FEDER	1 497	470	31,4 %
PT	Azores – FEDER/FSE	1 118	325	29,1 %
ES	Melilla – FEDER	929	440	47,4 %
FR	Alsace interrégionale – FEDER	625	245	39,2 %
Interreg	Interreg V-A – Grèce-Bulgarie	605	275	45,5 %
Interreg	Interreg V-A – Finlande-Estonie-Lettonie-Suède (Baltique centrale)	450	150	33,3 %
CZ	Programme régional intégré – FEDER	383	320	83,6 %
UE	Tous les programmes du FEDER	1 098 048	153 950	14,0 %

Source: <https://cohesiondata.ec.europa.eu/>

Source Fonds ESI: Plateforme de données ouvertes

start-ups sont mélangées avec les nombreuses autres entreprises qui bénéficient de ces régimes, il n'est pas possible de déterminer le budget précis alloué aux start-ups au niveau européen. Le nombre de start-ups recensées varie considérablement par pays. Cette diversité est due à différents facteurs, tels que la taille de l'économie, la taille de l'entreprise décrite dans les secteurs d'activité ciblés, les différentes priorités données aux start-ups, et l'expérience dans la gestion des initiatives de soutien aux start-ups.

Dans les programmes 2014-2020, les objectifs pour les indicateurs communs indiquent qu'un soutien est prévu pour 154 000 start-ups. Sur les 227 programmes du FEDER proposant un soutien aux PME, 133 ont fixé des objectifs pour les start-ups.

En moyenne, les start-ups devraient représenter près de **14 %** de toutes les entreprises bénéficiant d'un soutien du FEDER<sup>4</sup>.

Pourquoi existe-t-il des différences en ce qui concerne le soutien aux start-ups? Il n'est pas évident de déterminer à partir des seuls chiffres la raison pour laquelle certaines régions semblent investir massivement dans les start-ups alors que beaucoup d'autres ne le font pas. Le tableau ci-dessus reprend certains programmes qui s'intéressent prioritairement ou relativement aux start-ups; mais nous aimerions beaucoup que certains de ces programmes nous fassent partager leur expérience! ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/policy/what/key-achievements/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/what/key-achievements/)<sup>4</sup>

<sup>4</sup> Cet article a été finalisé avec l'aide de Karolina Wicher, stagiaire à la DG Politique régionale et urbaine.

# Un rapport révèle de bonnes avancées dans la mise en œuvre des fonds ESI



Le 20 décembre 2016, la Commission a publié le rapport de synthèse 2016 concernant la mise en œuvre des fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI) en 2014-2020 à l'attention des institutions européennes et du grand public. Il s'agit du premier rapport d'une série de rapports annuels couvrant les cinq fonds ESI et leurs plans pour investir un total de 638 milliards d'euros. Pour un aperçu direct des principaux points, *Panorama* s'est entretenu avec Eric Von Breska qui a été nommé directeur de la politique à la DG de la politique régionale et urbaine en 2016.

*Comment résumeriez-vous les principaux points du rapport de synthèse 2016?*

2014 et 2015 ont été des années d'intense activité pour la Commission et pour les autorités publiques des États membres. En commençant avec l'adoption des programmes 2014-2020, le rapport 2016 présente les nombreux éléments nécessaires pour entamer la phase de mise en œuvre tout en clôturant les précédents programmes de 2007-2013. Il présente également un aperçu des premiers résultats.

Au 31 décembre 2015, 58,8 milliards d'euros (9,2 % de l'investissement total prévu) avaient été alloués à des milliers de projets précis dans différentes priorités thématiques au sein de l'UE. Par exemple, le rapport mentionne les plus de 270 000 entreprises déjà ciblées par le soutien de l'UE; les 2,7 millions de participants qui ont reçu une aide pour trouver un emploi ou une formation, et les 1,9 million d'hectares de terres agricoles qui ont reçu une aide pour poursuivre l'agriculture biologique.

*Êtes-vous satisfait des progrès réalisés dans le lancement des programmes 2014-2020?*

Dans un monde idéal, des projets de haute qualité seraient préparés, sélectionnés, mis en œuvre et exécutés rapidement dans chaque programme. Avec le recul, nous devons équilibrer deux objectifs clés en 2014-2015. Tout en encourageant un démarrage rapide de l'investissement, les États membres et les régions travaillaient également pour améliorer l'intérêt, la qualité et la performance des nouveaux programmes,

ainsi que les procédures de suivi et de contrôle.

Le rapport 2016 a montré que nos efforts sont désormais récompensés. Malgré des débuts lents avec la présentation tardive de nombreux documents de programme, à la fin de l'année 2015, tous les programmes avaient été adoptés et la mise en œuvre avait débuté pour nombre d'entre eux. À la fin de l'année 2016, la mise en œuvre approchait sa «vitesse de croisière». Rappelons que ces programmes d'investissement de neuf ans s'apparentent à un marathon – ce ne sont pas des sprints!

La preuve la plus impressionnante des progrès réalisés a été la constatation au cours des neuf premiers mois de 2016 que la mise en œuvre avait considérablement progressé. En septembre 2016, la valeur financière des projets sélectionnés avait doublé pour passer de 58 milliards d'euros à 128,8 milliards d'euros (20,2 % de l'investissement prévu). Le chiffre de décembre 2016 représentait le triple de celui de 2015 – plus de 176 milliards d'euros ou 28 % de l'investissement total prévu.

*Avons-nous déjà une bonne indication de la contribution concrète des fonds ESI aux priorités politiques de la Commission, notamment en ce qui concerne l'emploi, la croissance et l'investissement?*

Les fonds ESI constituent le principal instrument de la politique d'investissement du budget de l'UE. Ils apportent une grande variété d'investissements pertinents aux principales priorités de l'UE. Dans les États membres, ils contribuent à soutenir la création d'emplois, la croissance et les investissements, souvent à

## FONDS ESI: MONTANT ALLOUÉ DÉCIDÉ POUR LES PROJETS SÉLECTIONNÉS À LA FIN DE L'ANNÉE 2015 ET 2016

	INVESTISSEMENT PRÉVU (COÛT TOTAL)	DÉCIDÉ POUR LES PROJETS SÉLECTIONNÉS JUSQU'À FIN 2015		DÉCIDÉ POUR LES PROJETS SÉLECTIONNÉS JUSQU'À FIN 2016	
	MILLIARDS EUR	MILLIARDS EUR	% DU MONTANT PRÉVU	MILLIARDS EUR	% DU MONTANT PRÉVU
Fonds de cohésion	75,6	4,7	6 %	19,1	25 %
FEADER*	149,6	19,9	13 %	43,3	29 %
FEAMP**	8,0	0,2	2 %	0,2	2 %
FEDER***	276,8	13,9	5 %	72,5	26 %
FSE****	120,5	17,4	14 %	36,7	30 %
IEJ*****	7,7	2,8	36 %	4,8	62 %
<b>Total Fonds ESI</b>	<b>638,2</b>	<b>58,9</b>	<b>9 %</b>	<b>176,6</b>	<b>28 %</b>

\* Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)

\*\* Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)

\*\*\* Fonds européen de développement régional (FEDER)

\*\*\*\* Fonds social européen (FSE)

\*\*\*\*\* Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)

grande échelle. Parmi les différents objectifs d'investissement des fonds ESI, trois sont directement liés aux besoins de l'économie: soutien aux entreprises; développement des infrastructures; et investissement dans les compétences et dans l'adaptabilité des travailleurs européens.

Par exemple, la compétitivité des PME fait partie des grandes priorités au titre des programmes du FEDER, du FEADER et du FEAMP, et elle est directement liée à l'objectif de la Commission de stimuler les investissements privés et la création d'emplois. Fin 2016, 29 milliards d'euros ou 30 % du soutien prévu des fonds ESI en faveur des PME avaient été alloués aux projets.

En Espagne, l'«Initiative PME» recourt à 800 millions d'euros du FEDER pour proposer des prêts totalisant 1,4 milliard d'euros à 14 000 PME du pays. Un autre bon exemple est le projet de développement rural en France qui a, jusqu'à présent, soutenu 9150 jeunes agriculteurs grâce à une allocation totale du FEADER

de l'ordre de 195 millions d'euros pour l'aide au démarrage d'entreprises. D'autres domaines stratégiques liés au domaine du travail, à la croissance et à l'investissement, comme l'emploi et les réseaux stratégiques, se portent également bien, et le rapport mentionne quelques premiers résultats.

### *Que fait la Commission européenne pour accélérer la mise en œuvre des nouveaux programmes dans l'UE?*

Pour garantir l'accélération de la mise en œuvre, les quatre directions générales de la Commission qui gèrent les fonds ESI collaborent étroitement avec les États membres et les régions pour soutenir leur travail afin de fournir des investissements et de réaliser les bénéfices promis.

Mes collègues ont mené différentes études qui portent sur la raison pour laquelle de nombreuses régions moins développées rencontrent des difficultés pour bénéficier des Fonds. Pour les aider, la Commission a lancé une initiative des-

tinée à fournir aux régions qui accusent un retard des recommandations et une aide pour libérer leur potentiel et améliorer la mise en œuvre des programmes de l'UE. La Pologne et la Roumanie sont les premiers pays à tester ce projet. En fonction des résultats, nous envisageons de développer le modèle et de l'appliquer en partenariat avec d'autres États membres rencontrant des obstacles semblables.

Nous travaillons également sur le «règlement Omnibus» qui vise à simplifier l'application des règles pour différents domaines d'action européens. En ce qui concerne le FEDER et d'autres fonds, le règlement allègera les charges administratives et supprimera un certain nombre d'obstacles, facilitant ainsi la mise en œuvre pour les régions et les États membres. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

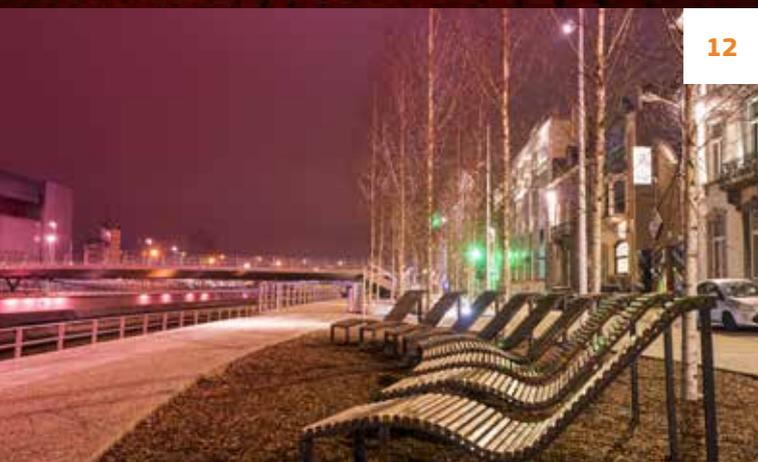
**Rapport de synthèse annuel 2016:**  
<http://europa.eu/WF89HP>

**Données ouvertes pour les fonds ESI:**  
<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>

## PHOTOGRAPHIÉ

Les financements au titre de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 en BELGIQUE totalisent près de 2,28 milliards d'euros et sont gérés par trois programmes opérationnels. *Panorama* a sélectionné des photos de chaque région pour illustrer la diversité des projets et des résultats atteints dans le pays.





## Région de Bruxelles-Capitale

- 01 ART2WORK fournit des espaces de collaboration où les jeunes adultes peuvent s'exprimer et suivre la voie de l'expérience professionnelle
- 02 L'hôtel Belvue combine la rénovation urbaine, un bâtiment économe en énergie, l'intégration socioprofessionnelle et le tourisme sous le même toit
- 03 Le nouveau marché couvert Foodmet donne aux abattoirs d'Anderlecht datant du 19<sup>e</sup> siècle un nouveau souffle
- 04 L'incubateur pour projets durables Greenbizz offre aux start-ups un environnement optimal pour développer des idées innovantes

## Flandre

- 05 3Dsquare est un centre de compétences innovant dédié au savoir-faire dans les domaines des jeux vidéos et de la 3D interactive à Courtrai
- 06 Biobase, une installation pilote pour l'innovation d'origine biologique à Gand, soutient le développement de produits durables d'origine biologique
- 07 Améliorer la qualité des plages et du littoral de Flandre et de Zélande
- 08 Park Spoor Noord a été conçu dans un ancien site ferroviaire à Anvers

## Wallonie

- 09 Le Bastogne War Museum récemment rénové a stimulé la culture et le tourisme de la région
- 10 Le Negundo Innovation Center à Tournai propose des infrastructures bien équipées pour les jeunes PME innovantes
- 11 La rénovation de l'Opéra Royal de Wallonie situé à Liège
- 12 Le travail effectué le long des Quais de Sambre a donné à Charleroi un nouvel aspect plus accueillant

### POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/information/publications/factsheets/2014/cohesion-policy-and-belgium](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/factsheets/2014/cohesion-policy-and-belgium)



# Reconstruire la Grèce occidentale sur d'anciennes fondations

La Grèce occidentale fait partie des régions les moins développées de l'UE, et la crise économique s'est ajoutée aux taux de pauvreté et de chômage. Mais en même temps, cette région dispose d'un immense potentiel en raison de sa situation géographique, de son climat agréable et de sa richesse culturelle et historique.

Les financements issus de la politique de cohésion européenne soutiennent désormais les décideurs locaux dans la mise en place d'une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive. L'autorité régionale de la Grèce occidentale se concentre sur le renforcement de son capital humain par le biais de l'éducation, de la formation et du soutien à l'entrepreneuriat, ainsi que sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement, et sur le développement du tourisme durable.

La Grèce occidentale est l'une des 13 régions du pays qui s'étend de la côte sud-ouest de la Grèce-Centrale au nord-ouest du Péloponnèse. Elle compte quelque 680 000 habitants, qui représentent près de 7 % de la population grecque. Grâce à son climat doux et son sol fertile, l'économie de la Grèce occidentale s'appuie traditionnellement sur l'agriculture – en particulier les vignes, les olives et les agrumes. Pourtant, sa capitale régionale, Patras, fondée au 11<sup>e</sup> siècle av. J.-C., est également la troisième plus grande ville de Grèce: elle compte un port important et un centre commercial qui sert de passerelle vers l'Europe occidentale.

## Les défis pour la région

Toutefois, la crise économique et les politiques d'austérité qui en ont découlé ont amené des difficultés et de la récession, en compromettant les investissements publics et l'activité économique, ce qui a poussé de nombreux jeunes à chercher du travail à l'étranger et a aggravé la pauvreté et l'exclusion sociale.

En réponse à cette situation, l'ambitieux programme opérationnel 2014-2020 de la Grèce occidentale vise «l'autosuffisance, l'ouverture vers l'extérieur, la reconstruction durable de la région ... en se concentrant sur son identité globale et sa valeur pour les personnes et l'environnement». Alors que l'UE reste la principale source de revenus pour l'économie réelle de la région, 80 % du budget total du PO de 490 millions d'euros proviennent du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE).

## Le programme opérationnel compte quatre volets principaux:

- Stimulation de la compétitivité – transition vers l'entrepreneuriat de qualité;
- Protection de l'environnement – transition vers une économie respectueuse de l'environnement;
- Développement et modernisation des infrastructures de transport;
- Développement des ressources humaines – promotion de l'inclusion sociale.

«Nous destinons les ressources précieuses de la politique de cohésion à la création de croissance et d'emplois, à l'amélioration du quotidien des citoyens, à la protection et à la conservation de l'environnement naturel, à la lutte contre le changement climatique et la dépendance énergétique, à la modernisation de nos infrastructures, ainsi qu'à la mise en place d'un bouclier pour protéger nos citoyens des effets de la crise et réduire la pauvreté et l'exclusion sociale,» explique Apostolos Katsifaras (voir interview). Une équipe de gestion locale est chargée de la mise en œuvre du programme qui peut ainsi être mieux adapté aux faiblesses et aux points forts de la région.

Le premier volet concerne les investissements dans la recherche et l'innovation, il englobe un soutien à plus de 700 petites et moyennes entreprises (PME) et la coopération avec quelque 32 instituts de recherche. Il devrait créer l'équivalent de 730 emplois à temps plein.

## Richesses naturelles et culturelles

La protection de l'environnement passe par un meilleur traitement des eaux usées et par un meilleur approvisionnement en eau pour 36 000 personnes. L'objectif en matière de le recyclage des déchets est de traiter 350 000 tonnes de déchets supplémentaires par an, plus des économies d'énergie annuelles de 99 kilotonnes d'équivalent pétrole (ktep).

La région travaille également pour restaurer la biodiversité des sols et préserver les services écosystémiques grâce au réseau européen Natura 2000 des zones de conservation. La Grèce occidentale dispose d'un riche patrimoine sur lequel s'appuyer: ses lagons enclavés et ses marais en font un grand exportateur de poisson vers le reste du pays et au-delà. Selon la légende, le dieu Dionysos a apporté la première bouture de vigne dans cette région, ce qui a permis à l'humanité de produire du vin.

En effet, la Grèce occidentale a beaucoup de choses à offrir aux touristes intéressés par l'antiquité, dont le site d'Olympie – le berceau des jeux olympiques et un site archéologique très important. Afin d'exploiter ce potentiel, le PO modernise les infrastructures de transport routier, ferroviaire et maritime, en mettant l'accent sur la sécurité routière.

Enfin, mais non des moindres, presque un quart des financements de l'UE sert au développement des ressources humaines, à la lutte contre la pauvreté et la discrimination, et à la moder-

nisation des installations sociales, sanitaires et éducatives. Cela comprend la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie, et l'accroissement des possibilités d'emploi, en particulier pour les groupes vulnérables. Onze structures scolaires ont déjà été ajoutées (voie encadré du projet). Le PO vise à soutenir 138 entreprises sociales et à améliorer les services de santé pour 27 000 habitants supplémentaires.

La Grèce occidentale a déjà pu constater les avantages de l'aide européenne. Le Fonds européen de développement régional a aidé à reconstruire l'hôpital général Agios Andreas à Patras, endommagé par un tremblement de terre en 2008 (voir encadré du projet). Un important projet d'infrastructure routière reliant Patras à Corinthe – vital pour le développement économique de la région – est presque terminé. Le pont Rio-Antirio, reliant la péninsule du Péloponnèse à la Grèce continentale – le plus long pont à haubans entièrement suspendu du monde considéré comme une prouesse de l'ingénierie – a été cofinancé par le FEDER. ■



^ Paysage urbain de Patras.

### POUR EN SAVOIR PLUS

#### Région de Grèce occidentale:

<http://www.westerngreece.gr/en/index.php>

#### PO Grèce occidentale:

<http://europa.eu/!PJ74uC>

#### Coopération territoriale adriatico-ionienne:

<http://europa.eu/!Mn97gw>

# La Grèce occidentale espère un avenir meilleur

**M. Apostolos Katsifaras, gouverneur de Grèce occidentale, explique le rôle important joué par la politique de cohésion dans la création de croissance et d'emplois et dans l'amélioration de la vie des citoyens en ces temps difficiles pour l'économie et la société grecques.**



de la politique de cohésion à la création de croissance et d'emplois, à l'amélioration du quotidien des citoyens, à la protection et à la conservation de l'environnement naturel, à la lutte contre le changement climatique et la dépendance énergétique, à la modernisation de nos infrastructures, ainsi qu'à la mise en place d'un bouclier pour protéger nos citoyens des effets de la crise et réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.

*Comment la politique de cohésion peut-elle aider la Grèce occidentale à se développer économiquement, et quels sont, selon vous, les domaines prioritaires?*

La politique de cohésion et les fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI) sont des facteurs essentiels pour la promotion des investissements dans l'UE. Ce sont les instruments de base dans notre parcours vers l'intégration européenne dans une Union qui connaît de moins en moins d'inégalités.

La Grèce occidentale est l'une des régions les moins développées de l'UE qui a été, et qui continue d'être, fortement touchée par la crise dans un pays frappé par des programmes de rationalisation économique, caractérisé par des investissements publics inexistantes, un système financier fragile, et des entreprises et une économie nationale plongées dans une récession prolongée. Elle connaît également des problèmes tels que l'augmentation constante du chômage et du nombre de jeunes fuyant à l'étranger, la réduction constante des revenus, la dangereuse augmentation de la pauvreté extrême et l'effondrement de l'État social.

Pour nous, la politique de cohésion représente le principal moyen dont nous disposons pour mener des projets importants et cruciaux pour la société et l'économie. C'est la source de motivation qui se cache derrière la restructuration du modèle productif et social de notre région, où la compétitivité et la croissance se complètent et vont de pair avec la justice et la cohésion sociales. Nous destinons les ressources précieuses

*Un changement important dans la mise en œuvre de la politique de cohésion grecque est que chaque région gère son propre programme. Comment votre région relève-t-elle ce défi?*

La gestion du programme par les régions garantit que la planification stratégique et la mise en œuvre des actions couvrant plusieurs secteurs et financements se déroulent au niveau régional, avec différents effets, en prenant en considération les points forts et les faiblesses de chaque région.

Sachant que nous serions responsables du programme régional pour la nouvelle période de programmation 2014-2020, nous avons promptement exécuté la planification stratégique et commerciale en recourant à des procédures basées sur de larges négociations publiques, et nous nous sommes assurés que le programme était adapté aux réalités sociales et économiques de notre région.

Ainsi, nous sommes bien préparés pour la période de programmation actuelle. Cependant, il faudrait noter que nous ne sommes qu'à la première étape. La décentralisation doit être étendue. Les 13 régions de Grèce sont plus proches des agences locales (avec lesquelles nous entretenons d'excellentes relations de collaboration et de confiance), ce qui fait en sorte que les besoins soient pris en compte plus rapidement et que de meilleurs résultats soient atteints. C'est pourquoi, durant la première année du programme seulement, notre taux d'absorption a dépassé le niveau national correspondant.

*Les autorités grecques ont terminé de mettre en œuvre les volets de Recherche et Innovation de la stratégie de spécialisation intelligente. Quels sont les principaux objectifs pour la Grèce occidentale?*

La recherche et l'innovation ainsi que le réalignement du modèle productif de notre région avec les secteurs et les produits ayant une plus grande valeur ajoutée sont, pour nous, cruciaux pour la reprise économique et la création d'emplois durables. Nous disposons d'un environnement très performant pour la création de connaissances et d'innovation grâce à l'Université de Patras, l'Institut d'enseignement technologique de Grèce occidentale, des instituts de recherche, le parc scientifique de Patras, le Corallia Innohub et les entreprises hautement spécialisées.

Pour nous, la stratégie de spécialisation intelligente est l'instrument à utiliser pour relier cet environnement au système productif de notre région. Nous sommes partis d'une feuille blanche, et, en adoptant un processus systématique du bas vers le haut et après deux ans et demi de négociations avec tous les organismes institutionnels de la région, nous sommes arrivés aux trois secteurs prioritaires suivants:

- le secteur primaire, en mettant l'accent sur les produits et les services agricoles et alimentaires;
- la culture et le tourisme, en mettant l'accent sur le potentiel élevé et les perspectives importantes de la région en matière de développement; et
- la microélectronique et les matériaux.

*Quels résultats espérez-vous atteindre à la fin de la période 2014-2020? Quelles leçons ont été tirées de la période de programmation précédente?*

L'expérience montre que les régions peuvent mettre en œuvre la politique de cohésion plus efficacement, plus rapidement et en étant plus proches des communautés locales. Dans la période de programmation actuelle, nous suivons notre propre plan. C'est un produit de synthèse avec la société, qui fonctionne en se basant sur les véritables défis rencontrés par notre région.

Notre objectif est de parvenir à un nouveau modèle productif centré sur les besoins de la société et des personnes, en exploitant les avantages de notre région, en mettant l'accent sur le secteur primaire, le tourisme, l'ouverture, l'entrepreneuriat, l'innovation et la durabilité, et en se concentrant sur le soutien des plus faibles, en luttant contre la pauvreté et en supprimant les inégalités sociales.

Notre expérience en ce qui concerne la gestion du programme nous permet de mieux le planifier, de le mettre en œuvre plus rapidement et de le gérer plus efficacement. Cependant, il faut noter que le processus est toujours entravé par l'excès de bureaucratie qui doit être simplifiée. L'objectif est que les résultats des projets et des actions soient communiqués aux citoyens de manière transparente.

Le début des discussions relatives à une meilleure politique de cohésion après 2020 est également un élément important.

Inflexibles sur le principe fondamental de solidarité et de loyauté envers l'objectif de croissance, nous pouvons désormais planifier pour l'avenir.

*La Grèce occidentale est l'une des régions de la macrostratégie pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne. Quelles sont vos attentes à cet égard?*

Dans le monde connecté et globalisé dans lequel nous vivons, l'interdépendance des villes et des régions n'est plus limitée au niveau national, mais s'étend au niveau transnational dans le but d'exploiter des opportunités communes et de lutter contre des problèmes communs. La région de l'Adriatique et de la mer Ionienne rencontre de nombreux défis, comme de graves inégalités sociales et économiques, un manque de réseaux, la pêche non durable, les menaces environnementales, les impacts du changement climatique, la crise des réfugiés, etc.

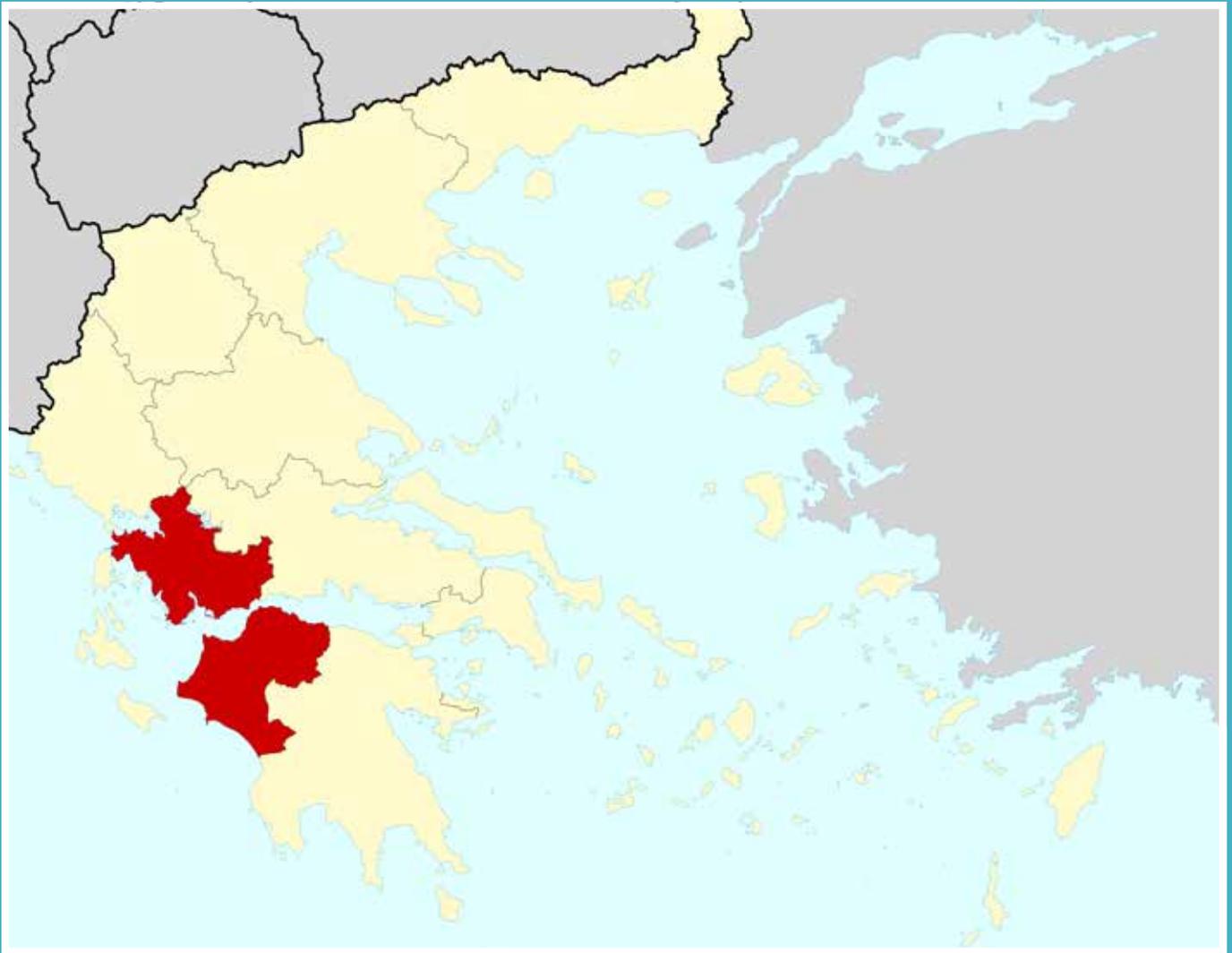
En revanche, elle dispose d'un énorme potentiel qui reste inexploité et offre de belles opportunités comme l'économie bleue, la possibilité d'améliorer les connexions terre-mer et le transport multimodal, son incroyable beauté naturelle et son riche patrimoine culturel, historique et archéologique, etc.

Pour nous, l'EUSAIR offre aux régions des pays qui font partie de la macrorégion une occasion exceptionnelle de surmonter les problèmes financiers et politiques du passé et, en collaborant, de parvenir, ensemble, à la prospérité et à la croissance durable. Depuis 2011, nous y croyons, nous avons apporté notre contribution pour y parvenir, en particulier par l'intermédiaire des organisations européennes (Comité européen des régions) et les réseaux européens (CRPM) auxquels nous participons, et – en occupant la présidence du groupe interrégional Adriatique-Ionien du Comité européen des régions – nous avons pris part au conseil de direction de l'EUSAIR. ■

**POUR EN SAVOIR PLUS**

**Région de Grèce occidentale:**

<http://www.westerngreece.gr/en/index.php>



**Population:** la région couvre une superficie de 11 336 km<sup>2</sup> et compte une population de 679 796 habitants, selon le recensement de 2011, soit environ 6,3 % de la population totale du pays.

**Capacités de recherche:** la région compte deux universités, un institut de technologie et cinq installations de recherche, de développement et d'innovation.

**Marché du travail:** l'emploi dans les trois préfectures de la région est réparti en trois principaux secteurs du marché du travail: Aitolia-Akarnania – pêche, aquaculture et production végétale; Achaia – production de boissons alcoolisées, production végétale et transport; et Ileia – produits horticoles et tourisme.

**Points forts:** important secteur primaire, excellent centre d'attraction pour la recherche dans les technologies agricoles, la chimie et les matériaux, la nanotechnologie, la technologie environnementale et les carburants, avec des spécialisations dans l'agriculture, l'aquaculture, les boissons alcoolisées, le tourisme et le transport; des investissements dans la micro-électronique et des installations pour abriter et incuber des entreprises.

## SPÉCIALISATION INTELLIGENTE (RIS3)

La spécialisation intelligente concerne la détermination des caractéristiques et des atouts uniques de la région de Grèce occidentale, en soulignant ses avantages concurrentiels comparatifs et en se concentrant sur les acteurs locaux et sur les ressources locales autour d'une vision pour leur avenir: «aristeia» [excellence].

**Les trois secteurs prioritaires verticaux pour la RIS3 de la Grèce occidentale qui caractérisent son profil de développement sont:**

- > le secteur primaire, dans le domaine des produits agricoles et alimentaires;
- > la culture et le tourisme;
- > la micro-électronique et les matériaux.

## LA GRÈCE OCCIDENTALE DANS LE CONTEXTE RÉGIONAL

La Grèce occidentale est au centre de la région des mers Adriatique et Ionienne. Le programme de l'UE pour cette région regroupe la Croatie, la Grèce, la Slovénie et un certain nombre de régions italiennes dans le but d'encourager la cohésion et la coopération économiques, sociales et territoriales, et d'exploiter les riches ressources naturelles, culturelles et humaines qui bordent ces deux mers.

Le programme soutient la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR), lancée en 2014, reliant les quatre États membres de l'UE à leurs voisins – l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie – qui espèrent tous adhérer à l'Union.

<http://europa.eu/!yb66Bk>



REGION OF WESTERN GREECE  
*Full of contrast!*



^ Le célèbre **carnaval de Patras** dure deux mois et est caractérisé par des danses, des parades, une chasse au trésor, le carnaval des enfants et des dizaines d'autres activités. Ses temps forts ont lieu le samedi soir avec la parade des groupes de carnaval, le dimanche avec la parade des chars et des groupes, et enfin avec le brûlage rituel du roi du carnaval au port de Patras.

√ Personnel de l'autorité de gestion chargée de la mise en œuvre du programme opérationnel Grèce occidentale 2014-2020.



## LA BIBLIOTHÈQUE STIMULE LES ASPECTS CULTURELS ET ENVIRONNEMENTAUX DE LA RÉGION

La bibliothèque publique de Gastouni dans le dème du Pénéé, située dans le centre de la ville, est accessible à tous les habitants du dème et contribue au développement culturel de la région au sens large. Le bâtiment compte deux étages et un sous-sol. Le rez-de-chaussée comprend la bibliothèque, une salle de lecture et des bureaux, tandis que le premier étage est occupé par des espaces polyvalents et des bureaux.

L'architecture de la construction est particulièrement intéressante, et elle s'intègre bien dans un environnement résidentiel. Grâce au financement du Fonds européen de développement régional (FEDER), la bibliothèque est désormais respectueuse de l'environnement et contribue aux économies d'énergie de la région grâce à une bonne gestion énergétique.



## L'ATELIER «PANAGIA ELEOUSA» EST UNE MAISON DE CHEZ NOUS

Selon Dionysia Samanta-Psaraki, présidente de l'atelier Panagia Eleousa, «*la plus grande inquiétude des parents dont les enfants souffrent d'un handicap mental est l'avenir de leurs enfants quand ils ne seront plus là pour s'occuper d'eux.*»

La Supported Living Home, une initiative financée par le FEDER, permet aux personnes atteintes de déficiences intellectuelles et associées – en particulier lorsqu'elles sont dépourvues de soins parentaux – de vivre dans une résidence tout au long de leur vie dans un environnement familial, privilégiant l'inclusion sociale et l'acceptation.

Cette approche, qui permet d'éviter la marginalisation ou le placement en institution, repose sur le droit fondamental de chacun à vivre une vie digne et soutenue qui permet le développement des compétences et aptitudes pour pouvoir vivre, tant que possible, de manière plus autonome et active dans l'environnement social et physique.»



## VOIR C'EST CROIRE À PLEURON

Le site archéologique de Pleuron est l'un des exemples les mieux préservés des anciennes cités d'Étolie datant des époques classique et hellénistique. De grandes sections de ses fortifications et des vestiges du réseau de résidences de l'ancienne cité ont survécu et sont en excellent état. Les efforts destinés à restaurer les sections des murs de ce site récemment découvert ont également amélioré la visibilité des infrastructures d'approvisionnement en eau de l'ancienne cité.

Le travail de protection du monument a été cofinancé par le FEDER, contribuant ainsi à la préservation du patrimoine culturel du pays.

## 1<sup>E</sup> ÉCOLE SECONDAIRE DU PREMIER CYCLE DE PYRGOS



L'éducation est la pierre angulaire de la formation d'une société bien structurée. Pour cette raison, la région de Grèce occidentale accorde la priorité à la construction de bâtiments fonctionnels afin de procurer aux élèves le bon environnement d'apprentissage et les aider à s'adapter facilement au système éducatif.

Au titre des programmes opérationnels FEDER/FSE pour la période 2007-2013, 20 écoles ont été construites et 11 structures scolaires ont déjà été ajoutées à la prochaine période de programmation, 2014-2020.

## LE PORT DE KATAKOLON SE MODERNISE



Situé sur un cap donnant sur la mer Ionienne, le port de Katakolon est très important car il sert de passage aux paquebots de croisière qui y accostent avec leurs passagers désireux de visiter le site archéologique d'Olympie.

Des travaux financés par le FEDER amélioreront les conditions d'amarrage ainsi que la sécurité et le confort des passagers et augmenteront la capacité du port pour les plus grands navires. En outre, la sécurité routière et des piétons sera renforcée grâce à la reconstruction de la zone avoisinante et des espaces publics.



## L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE PATRAS S'EST REFAIT UNE SANTÉ

Le secteur de la santé est très important pour le bien-être et la qualité de vie des habitants d'une région. À la suite des graves destructions dues à un tremblement de terre survenu en 2008, l'hôpital Agios Andreas de la ville de Patras avait besoin d'une profonde restauration. Grâce au soutien du FEDER, le bâtiment central a été modernisé avec de nouveaux équipements médicaux et hôteliers. Le projet devait s'achever à la fin de l'année 2016.

## «PHOSIL» FAIT LA LUMIÈRE SUR UNE SOLUTION ÉCONOMIQUE EN TERMES D'ÉNERGIE ET DE COÛTS POUR LE PHOTOVOLTAÏQUE

Des organisations issues de trois pays – la France, l'Espagne et la Grèce – collaborent sur un programme pour chercher une nouvelle méthode flexible de production de modules photovoltaïques. La Grèce occidentale participe avec l'Institut de technologie et de recherche/ Institut scientifique d'ingénierie chimique (coordinateur de projet) et la société ADVENT. La solution radicale repose sur une cellule photovoltaïque (PV) flexible ayant une capacité élevée pour s'adapter à n'importe quelle application, et sur des techniques de traitement laser conçues pour remplacer les coupes mécaniques dans les processus de production.

L'objectif du projet de recherche appuyé par le FEDER est double: découvrir une méthode de production alternative – de minces films de silicium avec un substrat organique avec graphène remplaçant les électrodes ITO conventionnelles – et lutter contre la surconsommation de silicium brut, réduire les coûts de production des cellules PV et limiter la production de déchets.

✓ Étude et classification du graphène avec la spectroscopie Raman.



REGION OF WESTERN GREECE

*full of contrast!*

# L'évaluation simplifiée stimule les grands projets de la DG Politique régionale et urbaine

La politique de cohésion de l'UE finance de grands projets en soutien du plan européen d'investissement pour mobiliser des financements, soutenir les investissements dans l'économie réelle et créer un environnement favorable aux investissements. Le nouveau système plus rapide est prêt et attend davantage de grands projets de la part des États membres.

De la construction de liaisons de transport interrégional au développement de capacités d'énergie renouvelable en Europe, les grands projets d'infrastructure cofinancés par l'UE ont des incidences considérables sur le développement économique de l'Europe et améliorent la vie des citoyens. Une évaluation et une procédure d'approbation simplifiées améliorent l'efficacité de ces importantes initiatives d'investissement, garantissant que les financements sont disponibles où ils sont le plus requis et qu'ils auront le plus grand impact le plus rapidement possible.

Au cours de la période de financement 2014-2020 pour les grands projets, la nouvelle approche met à profit l'expertise de JASPERS, l'Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes qui est un partenariat d'assistance technique entre la DG Politique régionale et urbaine, la Banque européenne d'invest-

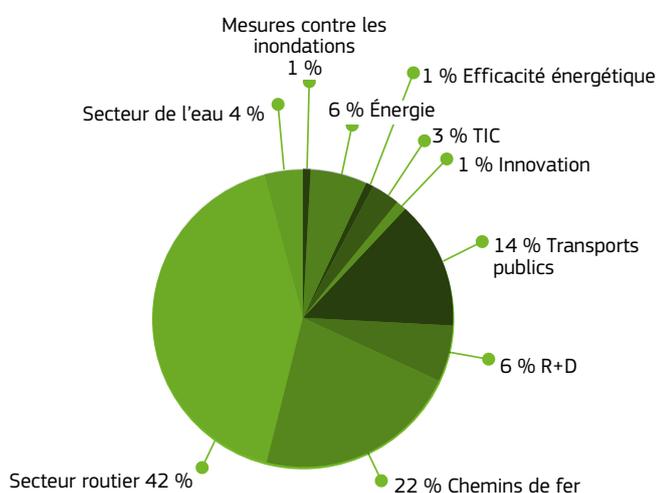
tissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

JASPERS emploie des experts principalement basés dans des bureaux régionaux proches des bénéficiaires afin de garantir que les grands projets sont correctement préparés pour répondre aux besoins de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible.

En mettant l'accent sur l'amélioration de la connectivité entre les citoyens, les entreprises, les pays et les régions de l'UE, les grands projets comprennent des investissements à large échelle dans les infrastructures du Fonds de cohésion et du Fonds européen de développement régional dans des domaines tels que les transports, l'environnement, l'éducation, l'énergie, et la recherche et le développement.

La commissaire en charge de la politique régionale Corina Crețu déclare: «Les grands projets peuvent être considérés comme des "ambassadeurs" des activités de la politique de cohésion en Europe, et je leur accorde toujours une attention particulière. Ils illustrent parfaitement les effets positifs et tangibles que la politique de cohésion peut avoir sur le terrain; ces projets améliorent sans aucun doute la qualité du quotidien des habitants et contribuent à stimuler les économies locales.»

## RÉPARTITION PAR SECTEUR DES GRANDS PROJETS SOUMIS JUSQUE FIN 2016



(source: données de SFC2014)

## Évaluation accélérée

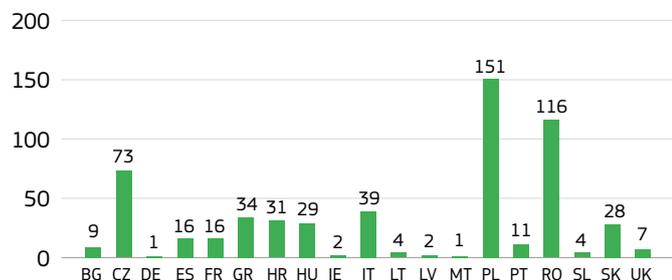
Au cours de la période de financement actuelle – et grâce aux dernières méthodes d'évaluation simplifiée – près de 54 grands projets ont déjà été approuvés (mi-mars 2017). Le délai moyen d'approbation était inférieur à 100 jours calendrier, ce qui est bien mieux que les 224 jours au cours de la période 2007-2013.

Le processus d'évaluation a été restructuré pour éviter des retards inutiles et pour garantir que les projets sont préparés, approuvés et financés aussi rapidement que possible. La nouvelle Closure and Major Projects Unit a été créée par la DG Regio en mars 2016 et centralise l'approbation de grands projets pour améliorer la cohérence et accélérer leur approbation par la Commission.

Bien que le délai d'approbation ait considérablement diminué, les États membres doivent intensifier leurs efforts en ce qui concerne la préparation des grands projets à soumettre à la Commission.

Seuls 76 grands projets avaient été soumis à la fin de l'année 2016 sur les 584 prévus dans les programmes opérationnels (PO) (voir chiffres ci-dessous).

## NOMBRE DE GRANDS PROJETS PAR É-M INCLUS DANS LES PO À COMPTER DE JANVIER 2017



(Source: SFC 2014)

Pour la période de programmation 2014-2020, JASPERS a eu pour mission d'évaluer des projets au nom de la Commission. Ce rôle s'ajoute au développement de grands projets, au renforcement des capacités techniques et administratives dans les administrations nationales, et à l'évaluation indépendante de projets pour les États membres.

JASPERS dispose d'une expertise, de capacités et d'une expérience considérables grâce à parmi son personnel de plus de 120 personnes, qui sont essentiellement des spécialistes dans leur domaine, en mesure de conseiller les autorités locales sur le terrain, de vérifier que les projets respectent les règlements, et d'accélérer la préparation des projets.

Un soutien supplémentaire est fourni par JASPERS aux projets financés par le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, principalement dans les secteurs ferroviaire et routier, et par la plateforme européenne de conseil en investissement qui aide à filtrer et à traiter les demandes d'assistance.

### Faire passer le mot

L'objectif de JASPERS est d'aider les États membres à préparer des projets de haute qualité remplissant les conditions pour bénéficier du soutien des fonds de l'UE, en particulier des initiatives qui produisent un effet multiplicateur en diffusant les meilleures pratiques et en fournissant des modèles que les pays bénéficiaires peuvent reproduire. L'expérience montre que la valeur ajoutée de JASPERS a tendance à être plus élevée lorsque l'implication dans les projets a lieu à des stades plus précoces, par exemple, lors de la phase d'analyse des options. Outre les éléments apportés aux projets individuels, JASPERS fournit une assistance par l'intermédiaire de stratégies sectorielles et de conseils méthodologiques pour améliorer la sélection et le développement des projets.

Enfin, grâce à son équipe multidisciplinaire d'experts, JASPERS est en bonne position pour fournir des conseils sur les projets intersectoriels, comme ceux définis dans le cadre du programme urbain pour des villes intelligentes et durables.

La sélection et l'approbation des projets sont davantage accélérées et améliorées par des procédures d'analyse coûts-avantages révisées. Ces procédures doivent comprendre les détails des alternatives envisagées, des informations sur la rentabilité financière et la durabilité du projet, et des analyses de la demande du projet, de ses risques et de sa viabilité économique, y compris l'effet prévu sur le développement ou sur la transformation de la région concernée.

Les procédures les plus récentes sont détaillées dans un Guide de l'analyse coûts-avantages des projets d'investissement pour la politique de cohésion 2014-2020 préparé avec la participation des experts de JASPERS: <http://europa.eu/!Pt93uP>.

JASPERS se concentre sur de plus grands projets dont les des coûts totaux admissibles sont supérieurs à 75 millions d'euros pour les projets liés au transport et à l'énergie et à 50 millions d'euros pour les autres secteurs. Il peut fournir une assistance aux projets n'atteignant pas ces seuls en matière de coûts si les pays concernés sont plus petits ou si les projets servent d'actions pilote pour parvenir à de meilleures pratiques.

### Nouvelles lignes directrices

En vertu de la nouvelle approche simplifiée, lors de la soumission d'un grand projet à la Commission, les États membres peuvent choisir entre deux procédures:

- Informer la Commission après un examen positif du projet effectué par des experts indépendants, comme ceux de JASPERS, sur la base duquel l'institution effectue un contrôle plus léger de la qualité;
- Soumettre le projet directement à la Commission qui l'évaluera pour déterminer si la contribution financière demandée est justifiée.

La livraison des projets en temps voulu a toujours été une source de préoccupation. C'est pourquoi, l'approbation de la Commission sera subordonnée au coup d'envoi des travaux dans les trois ans qui suivent l'acceptation du projet.

Pour garantir que les grands projets ont un effet plus large et à long terme, ils doivent être liés plus étroitement aux stratégies nationales de développement intelligent et aux programmes opérationnels de l'État membre. Une liste des grands projets doit désormais figurer dans tous les PO afin de refléter une véritable réserve de projets. Cette liste peut être modifiée par les comités de suivi

## PRINCIPALES MODIFICATIONS DES GRANDS PROJETS 2014-2020

- › Liste obligatoire des grands projets dans les PO;
- › Renforcement du rôle des experts indépendants (JASPERS);
- › Réduction du nombre de grands projets: les seuils sont plus élevés et basés sur le coût total admissible;
- › Plus grand intérêt pour la mise en œuvre des grands projets: toutes les décisions sont conditionnelles;
- › Révision du guide de l'analyse coûts-avantages;
- › Règles simplifiées pour les calculs des subventions;
- › Certification des dépenses possible seulement lorsque le projet est soumis à la Commission;
- › Pas de financement pour les projets terminés.

des PO pour permettre des ajustements flexibles, tout en maintenant l'objectif stratégique de chaque projet.

Dans de nombreux secteurs, comme les transports, les grands projets doivent être étroitement liés à une approche stratégique en matière d'investissement sectoriel, comme l'existence d'un plan directeur global sur le transport. En outre, les projets doivent comprendre une analyse de l'impact environnemental, en particulier un examen de toute répercussion éventuelle sur des zones sensibles qui font partie du réseau Natura 2000 et sur des zones qui présentent un intérêt écosystémique et environnemental qui sont protégées au titre de directives essentielles de l'UE. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/projects/major/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/major/)

# La Pologne tire profit des principales sources de financement de l'UE

Jarosław Orlński, directeur du département des programmes infrastructurels, ministère du développement économique, Pologne, explique à *Panorama* comment l'investissement dans son pays a des incidences considérables.



La Pologne est un important bénéficiaire des financements européens pour de grands projets dans les secteurs des transports, de l'énergie, de la culture, de l'enseignement supérieur et de l'environnement. Dans les perspectives financières pour 2007-2013, l'autorité de gestion pour le PO Infrastructures et Environnement a reçu 210 décisions de la CE sur des grands projets pour lesquels les subventions de l'UE totalisaient 24,3 milliards d'euros.

La Pologne a construit, agrandi et modernisé des usines de traitement des eaux usées, augmenté l'accessibilité des transports et amélioré les liaisons interrégionales en développant le réseau RTE-T routier et aérien, et les liaisons de transport entre les principales villes situées dans l'est de la Pologne et dans d'autres parties du pays. Nous avons amélioré le niveau de sécurité des routes en modernisant les infrastructures et en fournissant de meilleurs équipements de sécurité. De plus, les canaux maritimes et fluviaux ont été construits ou modernisés et les infrastructures existantes des voies navigables intérieures ont été développées.

L'approvisionnement en énergie a été davantage sécurisé, ce qui représentait un objectif clé aux niveaux européen et national, en élargissant les infrastructures énergétiques telles que les gazoducs, les réseaux électriques et le stockage souterrain de gaz,

et en construisant le terminal GNL de Świnoujście. Des investissements ont également été réalisés pour augmenter la production énergétique à partir de sources renouvelables.

La Pologne a investi dans le secteur culturel en mettant en œuvre des projets pour protéger et restaurer des monuments d'importance régionale, y compris ceux repris sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Des centres universitaires modernes ont été mis en place, essentiellement pour former les spécialistes aux nouvelles technologies. Les investissements infrastructurels nécessaires dans l'enseignement supérieur ont également été soutenus, principalement dans les sciences et la R&D.

### La Pologne montre la voie à suivre

Pour les années 2014-2020, la Pologne, en tant que principal bénéficiaire de la politique de cohésion, a reçu 82,5 milliards d'euros pour soutenir le développement dans des

domaines contribuant à la croissance économique et à l'emploi. Ces fonds seront principalement investis dans le développement des infrastructures relatives aux transports et à l'environnement, dans l'innovation et la compétitivité économique, dans la réduction des déséquilibres dans le pays, et dans un État opérant efficacement ouvert aux citoyens. Ces objectifs seront mis en œuvre dans 22 programmes – six nationaux et 16 régionaux.

Le plus grand PO de Pologne, «Infrastructures et Environnement 2014-2020», grâce au financement de 27,4 milliards d'euros, soutiendra le développement du réseau routier RTE-T, le transport multimodal et ferroviaire, les infrastructures routières, les transports publics à faible taux d'émission dans les villes, la protection de l'environnement, y compris l'adaptation au changement climatique, les investissements dans l'économie à faibles émissions, c'est-à-dire l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables, et l'amélioration de la sécurité énergétique. Les fonds de l'UE serviront aussi à protéger le patrimoine culturel, à développer les ressources culturelles et à renforcer les infrastructures stratégiques en matière de soins de santé.

Pour la période de programmation 2014-2020, la Pologne pousse d'autres États membres de l'UE à soumettre de grands projets à la Commission et 42 ont déjà été proposés et bénéficient de subventions de l'UE totalisant 5,8 milliards d'euros. Parmi

eux, 31 ont déjà été approuvés par la CE. Les expériences et les bonnes pratiques de la précédente période de financement ont eu un effet positif sur les préparations actuelles, tandis que l'aide des collègues de JASPERS a également été déterminante.

Le 15 septembre 2016, le ministère du développement économique a signé «les conditions de travail relatives à l'examen indépendant de la qualité des grands projets par JASPERS» qui devraient accélérer l'évaluation et l'approbation de grands projets par la Commission. La Pologne a déjà soumis le premier grand projet routier de la région de Silésie à l'examen indépendant de la qualité par JASPERS.

Les mesures prises lors de la précédente période financière ont permis à la Pologne de se rapprocher de son objectif de développement durable, bien que ce défi reste important. Pour la période de programmation 2014-2020, il est indispensable de bâtir une économie à faibles émissions dans laquelle la solution la plus rentable pour réduire les émissions est l'utilisation efficace des ressources énergétiques existantes. Le plus grand potentiel pour améliorer l'efficacité énergétique se trouve dans les secteurs de la construction et du chauffage, et dans les transports. Après des années de sous-investissement, il est nécessaire de permettre aux grandes entreprises d'adopter des technologies de production économes en énergie et des systèmes de gestion énergétique.

L'amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments municipaux et privés est étroitement liée au respect des normes de qualité de l'air. Le suivi en Pologne confirme que la pollution atmosphérique est préoccupante dans les zones urbaines.

Malgré qu'elle dispose de ses propres sources d'énergie, la Pologne n'est pas auto-suffisante d'un point de vue énergétique. La diversification des sources d'énergie et la sécurité de l'approvisionnement à des prix abordables sont essentielles à la sécurité énergétique. Il est donc nécessaire de diversifier les sources de gaz naturel et de fournir des directives pour le gaz et l'électricité, y compris l'extension et la modernisation des réseaux de transmission et de distribution.

La question horizontale du changement climatique et de l'adaptation à ses effets est indispensable pour atteindre les objectifs de développement général du pays. La prévention et l'atténuation des principaux risques sont particulièrement importantes. Parmi les nombreuses conséquences du changement climatique, l'augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations aura le plus grand effet sur la Pologne. Pour se préparer aux conséquences de ces menaces et les éliminer, les mesures arrêtées comprennent des investissements dans des infrastructures de contrôle des inondations, une meilleure efficacité des systèmes d'alerte précoce et de prévision des menaces, et l'élargissement de la portée du système de suivi des risques d'inondation. ■

## DES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉSULTANT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PO POLONAIS INFRASTRUCTURES ET ENVIRONNEMENT 2007-2013 QUI COMPRENNENT:

- › 275 usines de traitement ont été construites/agrandies/modernisées;
- › 15 051 km de réseaux d'égouts ont été construits ou reconstruits;
- › 455 km d'autoroute construits dans le réseau RTE-T;
- › 680 km de voies rapides construites ou reconstruites dans le réseau RTE-T;
- › 583 km de lignes ferroviaires construites ou modernisées;
- › 8 aéroports reconstruits en ciblant la sûreté et la sécurité;
- › 991,8 MW d'électricité supplémentaire produite dans les centrales en recourant aux SER;
- › 987 km de nouveaux gazoducs de transport construits;
- › 367 km de réseaux de transport d'électricité construits;
- › 1589 km de nouveaux gazoducs de distribution construits;
- › 77 bâtiments historiques restaurés et/ou rénovés;
- › 47 autres établissements culturels (musées, galeries, théâtres et autres édifices dédiés à la musique) nouveaux/construits, agrandis et/ou reconstruits;
- › 57 établissements d'enseignement supérieur ont mis en œuvre des solutions complètes pour les infrastructures de TIC dans l'éducation.



# L'EXTENSION DU MUSÉE RELANCE LA VIE CULTURELLE D'OVIEDO

**Alfonso Palacio, directeur du Musée des beaux-arts des Asturies, explique à *Panorama* comment l'extension du musée en Espagne a contribué au patrimoine culturel, à l'éducation et à la formation dans la région.**

*Panorama: Vous êtes devenu directeur du Musée des beaux-arts des Asturies en 2013. Quelles ont été les étapes les plus importantes depuis lors, selon vous, pour le musée et les visiteurs?*

**A**lfonso Palacio: Je pense que ces trois éléments sont étroitement liés. Les principaux objectifs de gestion atteints durant cette période ont été le développement et l'inauguration de l'extension du musée, le rassemblement des collections et la réouverture des deux autres bâtiments historiques qui font partie du complexe. En outre, un

programme d'exposition systématique et permanent organisé durant cette période a permis au musée d'accueillir 90 000 visiteurs par an. De plus, des actions de sensibilisation ont été menées grâce à l'utilisation des nouvelles technologies et des médias sociaux, dont l'utilisation avait été reportée pendant longtemps par le musée. Enfin, l'incroyable don reçu très récemment de Plácido Arango Arias permettra au musée de considérablement améliorer la qualité des œuvres exposées.

*Selon vous, quels sont les caractéristiques les plus marquantes du musée aujourd'hui?*

Le Musée des beaux-arts des Asturies avait très bien rempli sa fonction dans les années précédant mon arrivée, en particulier en rassemblant une importante collection d'œuvres d'art espagnoles datant du 15<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle. Elle a été fortement renforcée par l'ajout de 410 œuvres issues de la collection de

Pedro Masaveu. Ces derniers temps, grâce à l'inauguration de l'extension et à la réouverture des bâtiments historiques du musée, nous avons pu visualiser et améliorer, à la fois quantitativement et qualitativement, la présentation des collections et augmenter le nombre d'activités scientifiques et éducatives ainsi que les expositions.

Nous pouvons désormais offrir au public une visite plus confortable et complète, nous ouvrir à de nouveaux interlocuteurs, et étendre nos contacts à d'autres institutions en mettant en place de nouveaux accords de collaboration.

*Qu'est-ce qui vous a décidé à lancer le projet d'extension du musée, et comment le financement a-t-il été obtenu? Quel rôle a joué le financement de l'UE?*

La décision de lancer le projet d'extension a essentiellement été motivée par le besoin d'augmenter l'espace au musée pour exposer un plus grand nombre



d'œuvres d'art, qui devaient jusqu'alors être entreposées. Nous voulions aussi disposer de nouveaux espaces de stockage, étant donné que les anciennes installations étaient sur le point de s'effondrer.

Le projet a été financé par le gouvernement régional et par le Fonds européen de développement régional qui y a largement contribué par le biais du programme opérationnel «Asturies» pour la période de programmation 2007-2013. Il faut également rappeler que l'inauguration en 2015 n'est que la première phase d'un projet en cours qui doit encore être finalisé avec la réalisation de la phase II.

*Quel effet a eu l'extension sur les visiteurs et, en particulier, sur la communauté locale, par exemple, sur l'augmentation des activités culturelles et éducatives centrées sur le musée?*



L'effet a été considérable. Nous devons nous rappeler qu'en 2013, à mon arrivée en tant que directeur, le musée connaissait une forte baisse du nombre de visiteurs, qui, à cette époque, était d'environ 45 000. Autrement dit, environ 15 000 visiteurs de moins que lors des meilleures années du musée. L'extension a été inaugurée en mars 2015, et, cette année-là, le musée a enregistré 85 000 entrées. Il ne fait aucun doute que cette extension, avec les plus grandes activités culturelles et éducatives proposées, représentait un puissant moteur pour fidéliser les visiteurs habitués et en attirer de nouveaux. En 2016, nous avons accueilli 90 000 personnes.

*Quelles étaient les relations avec l'autorité de gestion, les autres partenaires et notamment avec l'architecte principal Patxi Mangado? Comment les travaux ont-ils été coordonnés?*

Les relations étaient bonnes et ont toujours reposé sur la coopération et sur le dialogue entre les différentes parties prenantes participant au processus, en dépit des complexités et des difficultés de toutes sortes qui ont dû être surmontées durant le projet.

*Quels sont les principaux défis que vous avez rencontrés pour atteindre les objectifs du projet?  
Quelles leçons ont été tirées pour l'avenir?*

Un des plus grands défis est survenu au tout début quand nous avons réalisé la grande quantité de travail à abattre avec le peu de personnel que comptait et que compte toujours le musée. Clairement, cette question devait être traitée à l'époque et, en réalité, elle reste d'actualité car nous devons toujours engager plus de personnel, dont des techniciens et des gardiens pour les salles d'exposition et les autres espaces qui sont devenus un point de rassemblement pour la vie culturelle et les activités éducatives de la ville. ■

**POUR EN SAVOIR PLUS**

<http://www.museobbaa.com/>



## Le rapport souligne les avantages des stratégies macrorégionales de l'UE

### CES PLATEFORMES PEUVENT INTÉGRER LA COOPÉRATION INTERRÉGIONALE DANS DIFFÉRENTS DOMAINES – ET ELLES NE FONT QUE COMMENCER

**Les pays doivent collaborer pour aborder les défis mondiaux qui ne s'arrêtent pas aux frontières, comme le changement climatique, la compétitivité économique et la pollution. Selon un nouveau rapport de la Commission, les stratégies macrorégionales (SMR) de l'UE peuvent contribuer à mettre en place des solutions plurinationales à ces défis et à d'autres et renforcer la coopération stratégique. Le rapport avance également que le plein potentiel de ces SMR doit encore être exploité, et explique comment y parvenir.**

Les SMR fournissent un cadre aux pays pour qu'ils puissent renforcer les liens avec leurs voisins afin de se concentrer sur les questions transversales auxquelles ils sont tous confrontés. Il ne s'agit pas de créer un autre niveau de politique ou de financement, mais plutôt de promouvoir des actions qui peuvent être soutenues par des programmes et des mécanismes existants. De nombreuses actions nécessitent un nouvel élan pour être efficaces et elles pour-

raient tirer profit d'une coordination régionale plus forte. Les SMR sont également ouvertes aux pays non membres de l'UE et peuvent donc jouer un rôle important dans le renforcement des relations aux frontières extérieures de l'UE. De cette manière, les SMR ajoutent de la valeur à l'aspect de la coopération de la politique de cohésion.

La première SMR a été lancée en 2009 pour couvrir la région de la mer Baltique (EUSBSR). Depuis lors, trois autres SMR ont été élaborées pour la région du Danube (EUSDR) en 2011, la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR) en 2014, et la région alpine (EUSALP) en 2015. Au total, 19 pays de l'UE et de huit pays non membres de l'UE y participent. Ces stratégies sont alignées sur des politiques européennes plus larges afin d'améliorer leur mise en œuvre et de traiter les questions transversales.

#### Résultats

Le rapport révèle que les SMR ont suscité un plus grand intérêt et une plus grande attention pour la coopération et la cohésion territoriales et leur valeur ajoutée, et qu'elles ont déjà commencé à avoir un effet positif sur le terrain. Les stratégies ont

< Corina Crețu, membre de la CE en charge de la politique régionale s'est rendue en novembre 2016 en Suède pour participer au 7<sup>e</sup> forum stratégique sur la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique.

renforcé la coopération dans certains domaines stratégiques (par ex. le plan directeur de navigabilité du Danube et l'extension du plan d'interconnexion du marché énergétique de la Baltique), et, dans certains cas, elles ont également donné une impulsion politique. Par exemple, dans la Baltique, elles ont aidé à remettre des sujets d'importance régionale à l'agenda politique, y compris l'organisation en 2015 de la première réunion de haut niveau sur la culture depuis 2008.

Les SMR ont contribué à améliorer les mécanismes de coopération existants et ont renforcé la coopération entre les structures régionales en place, ainsi qu'entre les États membres participant et les pays voisins non membres de l'UE, afin de les rapprocher de l'UE. Par exemple, dans la région du Danube, le dialogue et la coopération avec les organisations internationales ont été renforcés grâce à la mise en place du dialogue pour le financement dans la région du Danube. Les partenariats régionaux ont été améliorés par le premier groupement européen de coopération territoriale avec un pays non membre de l'UE (Hongrie – Ukraine) et la mise en place d'un mécanisme de coordination pour permettre à la Moldavie de participer à la stratégie.

Les stratégies ont également favorisé la création de nouveaux réseaux dans les régions ou contribué à renforcer l'efficacité de ceux déjà en place (par ex. le Baltic Sea Fisheries Forum), elles ont encouragé le développement de nouveaux projets macrorégionaux ou ont poursuivi ceux en cours. Elles ont aussi promu une approche intégrée et intersectorielle et encouragé une coopération et coordination accrues entre les différents acteurs à tous les niveaux (européen, national, régional et local).

Une synthèse des principaux résultats pour chaque stratégie est présentée ci-dessous dans leurs sections spécifiques.

## Mieux travailler ensemble

Le rapport souligne également un certain nombre de questions que les quatre SMR doivent traiter, avec en priorité, la protection de l'environnement. Les régions de la mer Baltique, du Danube et de l'Adriatique et de la mer Ionienne doivent renforcer leurs efforts de coopération afin de mieux protéger le milieu marin. De plus, de nombreuses régions pourraient profiter d'une meilleure connectivité dans les domaines de l'énergie et des transports. Les pays qui bordent l'Adriatique et la mer Ionienne doivent également mettre en place des politiques pour traiter efficacement de manière coordonnée et pragmatique une grave crise de réfugiés et de migration.



Selon le rapport, les SMR doivent établir une meilleure communication dans la mise en œuvre. Il pourrait s'agir d'aider les partenaires du projet à trouver les bonnes personnes pour occuper les bons postes, ou d'informer les coordinateurs nationaux des résultats du projet. Le rapport voudrait également voir les ministères nationaux s'engager plus fermement pour atteindre les objectifs des SMR et proposer une coopération plus étroite entre les groupes de pilotage et les autorités de gestion des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI) ou d'autres instruments. Les stratégies ne disposent pas d'un budget propre à cet effet, elles ont donc besoin de mieux se coordonner sur l'utilisation faite des mécanismes de financement disponibles. Enfin, afin de libérer pleinement le potentiel des stratégies, les liens entre les SMR et la politique de cohésion devraient être entièrement explorés et exploités.

Il s'agit du premier rapport sur l'état d'avancement qui couvre toutes les SMR, et, à l'avenir, la Commission entend publier des rapports de suivi comme celui-ci tous les deux ans. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!gG38wx>



< DiveSMART Baltic, créé à la suite du naufrage du Costa Concordia en 2012, tente de préparer les plongeurs à la coopération dans la région de la mer Baltique en cas d'accidents. Grâce à la coordination et à une compréhension commune des procédures et des compétences en plongée, des opérations de recherche et de sauvetage sérieuses peuvent être mises en place dans la mer Baltique, ce qui la rend plus sûre pour voyager, vivre et travailler.

“ La mer Baltique nous connecte. Elle nous propose des défis. [...] Nous devons coopérer en tant que personnes et en tant que nations afin de trouver des solutions communes aux défis communs [...]. L'EUSBSR représente un cadre important pour notre mission urgente qui consiste à sauver la mer Baltique. Mais une stratégie ne suffit pas si elle reste théorique. Elle doit être mise en œuvre et a donc besoin de nous. ”

Son Altesse Royale la princesse héritière Victoria de Suède  
6<sup>e</sup> forum annuel de l'EUSBSR, Jūrmala, 15-16 juin 2015



## LA STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE (EUSBSR)

Depuis le lancement de l'EUSBSR en 2009, les attentes continuent d'augmenter sur la performance de la stratégie: être la première de son genre signifie que tous les yeux sont tournés vers elle. Durant les sept années de sa mise en œuvre, différents résultats ont été atteints. Ces résultats comprennent notamment, mais cette liste n'est pas exhaustive: la création de nouveaux réseaux solides ou une meilleure efficacité et une meilleure utilisation de ceux existant; le début de nouveaux projets macrorégionaux pertinents ou la poursuite de projets existants; la promotion de la gouvernance à plusieurs niveaux et de la coopération intersectorielle.

L'EUSBR a également contribué à façonner la stratégie et à la développer (par ex. dans les domaines de l'énergie, de la navigation, de l'environnement et du changement climatique), à approfondir les synergies et les complémentarités entre les différents cadres de coopération dans la région, et à améliorer la coopération et la coordination à tous les niveaux, au sein des pays et entre eux.

## EXEMPLES

- › La qualité de l'eau de la mer Baltique s'améliore et les apports de nutriments sont réduits grâce à la mise en œuvre de projets tels que PRESTO et IWAMA (Interactive water management);
- › Le développement et l'intégration des entreprises sont favorisés dans la région de la mer Baltique grâce à une coopération plus étroite entre les sociétés et les étudiants qui est encouragée par des projets comme le Baltic Training Programme;
- › La sécurité maritime et la prévention des accidents dans la mer Baltique sont améliorées en menant des projets comme l'Efficient, Safe and Sustainable Traffic at Sea (EfficienSea) et son programme de suivi EfficienSea2 qui est axé sur le développement et l'essai d'infrastructures et de services pour la navigation électronique.

“ *Le Danube est aujourd’hui un symbole de coopération. C’est le cas notamment grâce à la stratégie pour le Danube qui connecte les pays de son bassin et crée une zone de coopération pour les anciens pays membres de l’Union européenne, les nouveaux et ceux qui le deviendront peut-être.* ”

Robert Fico, Premier ministre de Slovaquie  
5<sup>e</sup> forum annuel de l’EUSDR, Bratislava, 3-4 novembre 2016



## LA STRATÉGIE DE L’UE POUR LA RÉGION DU DANUBE (EUSDR)

Les cinq premières années de la mise en œuvre ont montré que l’EUSDR porte ses fruits. Grâce à la stratégie, plusieurs nouveaux projets macrorégionaux importants ont soit été lancés ou approfondis (par ex. dans les domaines de la navigabilité et du changement climatique). En regroupant différents acteurs issus de différents niveaux, l’EUSDR a contribué à améliorer la culture de la coopération et à développer un dialogue multiculturel. Elle a également permis de renforcer la coordination et de créer des synergies entre



## EXEMPLES

- › Dans le bassin du Danube, la gestion coordonnée de l’eau et de la gestion des risques grâce à des projets tels que SEERISK réduit considérablement le risque de dommages causés par des inondations;
- › Les embouteillages qui affectent la navigabilité du Danube sont supprimés et la sécurité de sa navigation est améliorée grâce à des projets comme FAIRWAY et DARIF - Danube River Forum;
- › Le dialogue culturel et la participation active des jeunes dans la société civile dans la région du Danube sont encouragés par des projets tels que Empowering Young People - Connecting Europe.

les stratégies et les institutions au niveau national, et a soutenu une coopération thématique intensifiée avec les pays non membres de l’UE, et entre les organisations internationales présentes dans la région.

## LA STRATÉGIE DE L’UE POUR LA RÉGION DE L’ADRIATIQUE ET DE LA MER IONIENNE (EUSAIR)



“ *L’EUSAIR dispose d’une forte valeur ajoutée stratégique, qui se reflète dans la participation de quatre pays de l’UE et de quatre pays non membres de l’UE, stimulant ainsi le parcours européen des pays candidats et candidats potentiels à l’UE.* ”

Paolo Gentiloni, ministre italien des affaires étrangères et de la coopération internationale Lancement de la conférence de l’EUSAIR, Bruxelles, 18 novembre 2014





Depuis son lancement en 2014, l'EUSAIR prend doucement forme. Au cours de sa courte vie, ses travaux se sont essentiellement concentrés sur la mise en place des structures de gouvernance et des règles efficaces nécessaires pour la faire fonctionner et progresser et apporter les résultats attendus. Les actions prioritaires sur lesquelles les travaux initiaux devraient être concentrés ont également été recensées (par ex. l'aménagement de l'espace maritime et le développement des autoroutes de la mer). Dans une certaine mesure, cette stratégie a déjà contribué à améliorer la coopération et la coordination entre les pays concernés.

## EXEMPLES

- › La coopération avec les pays de l'UE sur des questions concrètes d'intérêt commun au sein de l'EUSAIR aide les pays des Balkans occidentaux participant à la stratégie en ce qui concerne leur processus d'intégration à l'UE;
- › Pour parvenir à une croissance économique, durable et respectueuse de l'environnement, des corridors verts/bleus reliant la terre et la mer dans l'Adriatique et la mer Ionienne ont été recensés comme l'un des principaux domaines où les projets stratégiques devraient être encouragés.



*“ Les régions alpines ont une longue tradition de coopération, un certain nombre de réseaux ayant déjà été mis en place, et l'ambition de cette stratégie est de renforcer cette solidarité. ”*

Corina Crețu, commissaire européenne en charge de la politique régionale  
Lancement de la conférence de l'EUSALP, Brdo,  
25 janvier 2016

## LA STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION ALPINE (EUSALP)

L'EUSALP, la «dernière-née» de la famille des stratégies macro-régionales de l'UE, a pris un départ très prometteur en 2016. Alors que la stratégie n'en est qu'à sa phase initiale, des conclusions doivent encore être tirées sur sa mise en œuvre. Cependant, quelques premiers résultats sont déjà évidents. Ils comprennent un accord sur les structures et les règles de gouvernance, ainsi que le recensement de sujets thématiques (par ex. améliorer la chaîne de valeur du bois des Alpes et se concentrer sur l'adaptation au changement climatique) qui sont nécessaires afin de mettre en œuvre le plan d'action de l'EUSALP. Les principaux résultats de la stratégie sont encore attendus. ■

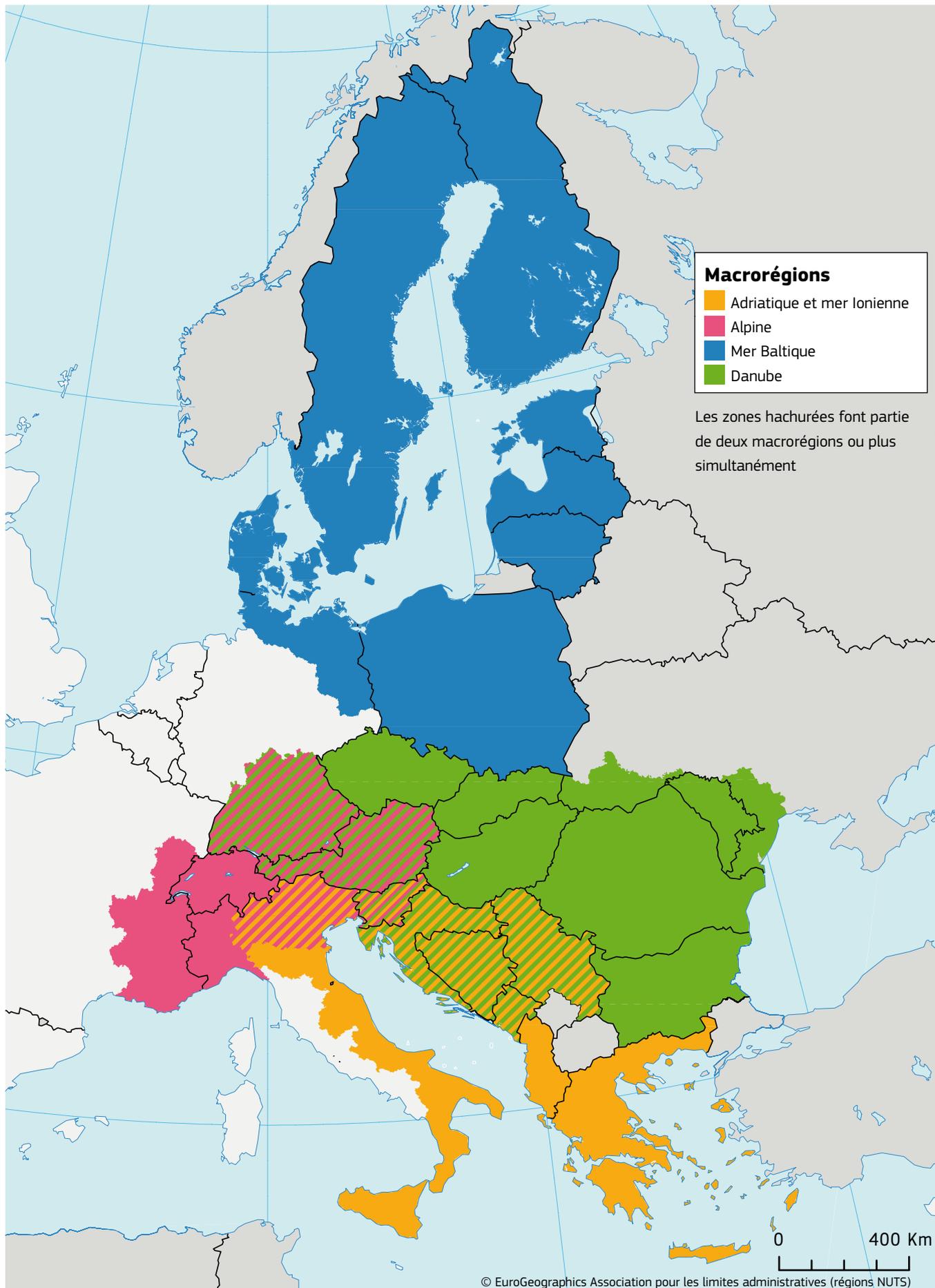


## EXEMPLES

- › La mise en place d'un espace éducatif transfrontalier pour la double formation professionnelle dans la région alpine sera abordée par des projets comme mountErasmus;
- › La connectivité écologique sur l'ensemble du territoire de l'EUSALP sera améliorée en se concentrant, par exemple, sur la mise en place et le développement d'un réseau européen d'infrastructures vertes (TEN-G) dans la région.

### POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/policy/cooperation/macro-regional-strategies/](http://ec.europa.eu/regional_policy/en/policy/cooperation/macro-regional-strategies/)  
[www.balticsea-region.eu/](http://www.balticsea-region.eu/)  
[www.danube-region.eu/](http://www.danube-region.eu/)  
[www.adriatic-ionian.eu/](http://www.adriatic-ionian.eu/)  
[www.alpine-region.eu/](http://www.alpine-region.eu/)



## LA PAROLE EST À VOUS

**PANORAMA**  
vous invite à  
envoyer vos  
commentaires!

La parole est à vous est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen donnent leurs avis et exposent les grandes lignes de leurs projets pour la période de programmation 2014-2020.

*Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions concernant vos commentaires. **regio-panorama@ec.europa.eu**

## LES FONDS DE L'UE – POUR UN ENTREPRENEURIAT PRÉVISIBLE ET DURABLE EN LETTONIE

**La politique de cohésion fait partie intégrante de la stratégie de développement économique de la Lettonie depuis l'adhésion du pays à l'Union européenne en 2004.**

À ce jour, le soutien fourni a été un avantage d'importance cruciale pour tous les Lettons. En même temps, nous voyons que les opportunités apportées par la politique de cohésion seront aussi considérables pour la future croissance de notre économie. Cette année, la Lettonie se concentrera sur la mise en œuvre efficace de projets et sur la gestion appropriée des risques pour qu'elle puisse intégralement utiliser le potentiel fourni par les financements européens dans un but précis.

Comme auparavant, le soutien à l'entrepreneuriat fait également partie des principales priorités en Lettonie pour la période de programmation du financement de l'UE 2014-2020. Le soutien est destiné à la formation des employés, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation, à la compétitivité et à la promotion des petites et moyennes entreprises, et à l'introduction de nouveaux produits dans la production.

À l'heure actuelle, l'évaluation du projet est terminée au titre du programme pour la mise en place des locaux et des infrastructures de production, qui vise à promouvoir le développement des sites industriels et de l'industrie de traitement dans les régions de Lettonie. De plus, des incubateurs d'importance nationale et régionale ont été mis en place dans les municipalités, ainsi qu'un incubateur pour les industries créatives à Riga. Comparés à la période précédente, leurs chiffres ont augmenté pour satisfaire la demande toujours croissante des entreprises.

En outre, des accords de projet ont été signés avec tous les groupes (clusters) approuvés, et la mise en œuvre des premières activités est déjà en cours. Le résultat du programme de clusters devrait produire un rendement élevé – si les conditions du marché sont favorables, le volume total des exportations attendu des 13 clusters approuvés pourrait augmenter de plus de 100 millions d'euros, ce qui signifie que cet accroissement du volume dépasserait le financement investi dans le programme.

Des instruments financiers ont également été lancés – des microprêts et des prêts pour la création d'entreprises, des prêts pour la croissance, des accélérateurs de start-ups, des garanties de prêt, etc. Ainsi, grâce à différents instruments financiers, 1706 entrepreneurs ont déjà bénéficié d'une assistance.

En même temps, le financement par le biais de subventions continue à soutenir la compétitivité des entreprises, en appuyant l'innovation grâce au potentiel de la science, et la compétitivité des entreprises. À côté de ces instruments financiers très efficaces, des subventions peuvent être accordées et aider les entrepreneurs qui ont besoin d'une assistance spécifique, et, ce, dans les territoires où les niveaux social et économique ne sont pas assez développés pour attirer efficacement les instruments financiers.

Les financements européens sont aussi indispensables pour un entrepreneur, s'il a un bon projet commercial doté du potentiel pour produire des résultats durables. ■

**DANA REIZNIECE-OZOLA**  
Ministre des finances, Lettonie

# ORIENTATION DES RÉSULTATS: COMMENT NOUS MESURONS L'IMPACT DES FONDS STRUCTURELS AU DANEMARK

**En collaboration avec Statistics Denmark et les régions danoises, l'Autorité danoise pour le commerce a développé un outil permettant de mesurer l'impact de la croissance régionale au Danemark.**

**A**u cours de la période 2014-2020, le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen investiront environ 400 millions d'euros pour créer de la croissance et des emplois au Danemark. Comme dans les autres États membres, les réalisations et les résultats des projets du Fonds structurel danois sont mesurés à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs, dont des indicateurs communs. Bien que ceux-ci soient utiles, ils ont leurs limites, notamment parce qu'ils sont auto-évalués et qu'ils sont uniquement mesurés pendant le projet. Les principaux résultats des projets du Fonds structurel danois apparaissent généralement *après* la fin du projet, souvent plusieurs années après.

Dans cette optique, l'Autorité danoise pour le commerce et les forums de croissance régionale se sont unis à Statistics Denmark afin de mesurer les performances réelles des entreprises qui participent aux projets du Fonds structurel en termes d'emploi et de chiffre d'affaires, par exemple, à la fois pendant le projet et, surtout, une fois le projet terminé.

L'efficacité des projets du Fonds structurel est mesurée en comparant le développement des entreprises participantes à celui des groupes de contrôle, c'est-à-dire des entreprises similaires qui n'ont *pas* participé aux projets du Fonds structurel. Si les participants ont bénéficié d'une croissance beaucoup plus importante que le groupe de contrôle, ces données sont interprétées comme un signe de l'impact positif de leur participation.

Les dernières mesures d'impact se sont concentrées sur environ 150 projets du Fonds structurel qui ont été lancés au cours de la période 2010-2012. Ces projets concernaient plus de 7000 entreprises privées participantes dont la croissance a été mesurée fin 2015 et comparée à des groupes de contrôle (les dernières données datent de 2015). Les mesures d'impact indiquent que les projets du Fonds structurel ont aidé à créer environ 4200 emplois privés à plein temps, soit environ



^ Silkeborg (Jutland), Bureau de l'Autorité de gestion au Danemark.

75 000 euros par emploi. En même temps, les mesures d'impact estiment que les projets ont aidé à améliorer le chiffre d'affaires des entreprises impliquées à hauteur d'environ 850 millions d'euros.

Les premières mesures d'impact correspondantes pour la période du programme 2014-2020 devraient être disponibles en 2018. Ces mesures ne se concentreront pas uniquement sur les entreprises impliquées, mais également sur les personnes impliquées. Notamment en ce qui concerne les projets du Fonds social, il est généralement important de mesurer si les chômeurs trouvent un emploi, ou si les jeunes obtiennent un diplôme, etc. Ces points peuvent également être évalués à l'aide des données de Statistics Denmark. ■

**HANS HENRIK NØRGAARD**

Conseiller principal, Autorité danoise pour le commerce

# LES FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS DOIVENT SOUTENIR L'AUTOGESTION

**Lorsque nous parlons des fonds structurels, trois expressions-clés se distinguent des autres: bureaucratie excessive, dépendance à l'égard de l'aide et compétitivité accrue.**

**B**ien que deux de ces phrases aient des connotations plutôt négatives, il est évident que l'impact des fonds structurels sur l'accroissement de la compétitivité de l'État et des entreprises a été remarquable en Estonie, bien qu'il ait parfois été sous-estimé.

Néanmoins, il est important de continuer à surveiller étroitement les réactions négatives. Pour éviter que ces sentiments négatifs ne refassent surface, nous devons demander un retour d'information permanent de la part des destinataires de l'aide ainsi que de la part des organisations non gouvernementales qui représentent les intérêts généraux d'un secteur.

Les entrepreneurs disent avoir assisté à l'augmentation régulière de la bureaucratie associée aux fonds. Si plus de 20 % des dépenses liées aux projets sont consacrés aux rapports et aux frais associés, ce chiffre est clairement trop important. Il serait plus sage de consacrer ces ressources à la réalisation des principaux objectifs des différentes mesures. Il est essentiel de se concentrer sur les objectifs d'impact et sur l'évaluation des résultats finaux de chaque projet plutôt que sur la rédaction permanente de rapports. Pour les entreprises de petite taille en particulier, cette bureaucratie peut être trop importante et générer beaucoup de frustration.

Il est nécessaire d'accorder plus de confiance aux destinataires des fonds car il est déraisonnable de vérifier et de soumettre chaque point à des audits, puisque cela augmente les coûts à la fois pour l'entrepreneur et pour l'état.

Développer une dépendance vis-à-vis des subventions est un problème dans tous les pays, quelle que soit la source de financement.

Il est nécessaire d'éviter cet écueil car l'argent finira pas se tarir. Par conséquent, les ressources doivent être utilisées pour stimuler le développement plutôt que comme des subventions de fonctionnement.

Il existe plusieurs secteurs dans lesquels la dépendance est devenue un réel problème et non seulement en Estonie. Un des domaines les plus complexes est l'agriculture, mais il en existe d'autres. Le piège majeur à éviter est de générer le « syndrome de l'impuissance acquise » en créant une illusion d'assistance omnipotente et sans fin.



Les Fonds structurels doivent aider l'économie dans son ensemble à devenir plus compétitive, ce qui doit être l'objectif principal. Lorsqu'une aide est accordée, il est important de traiter les grandes et petites entreprises de manière égale, et d'apporter plus d'aide à celles qui sont établies sur le marché depuis un certain temps et qui semblent fonctionner correctement toutes seules. La concurrence dans le monde de l'entreprise est sévère et pour réussir sur les marchés internationaux, un acteur doit être prêt à investir d'importantes sommes d'argent et de travailler dur.

Les grandes entreprises désirent augmenter leur propre contribution, par conséquent, si nous ajoutons à cela les Fonds structurels européens, les résultats pourraient réellement s'améliorer. À notre tour, nous ne devons pas oublier que les grandes entreprises fournissent du travail à des douzaines de petites entreprises. Dans certains cas, le nombre de sous-traitants peut atteindre plusieurs centaines et leur réussite dépend souvent de leur partenaire hiérarchique de plus grande taille. Diriger l'assistance de manière plus avisée permettrait de réaliser des économies considérables sur les coûts administratifs. ■

**MAIT PALTS**

*Directeur général  
Chambre de commerce et d'industrie estonienne*

## PROJETS

# LA MOBILITÉ RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT EN LETTONIE

**INVESTISSEMENT TOTAL:  
7 835 300 EUR**

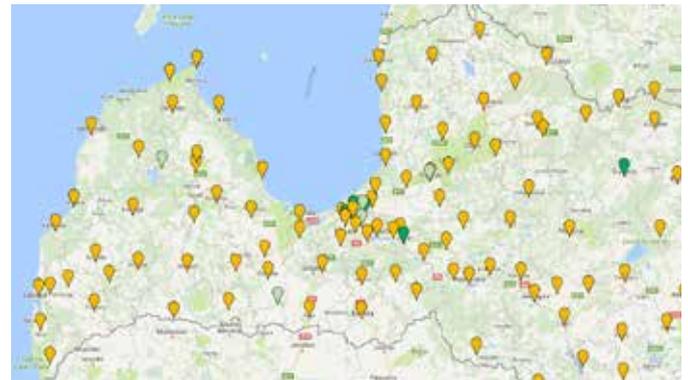
**CONTRIBUTION DE L'UE:  
6 660 000 EUR**

Le projet de mise en place d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques vise à créer un réseau letton de 150 bornes de charge pour véhicules électriques conformément aux exigences des infrastructures pour les carburants alternatifs de l'UE. Ce projet fera baisser la dépendance du pays en pétrole et engendrera une augmentation sensible du nombre de véhicules électriques sur les routes lettones.

Le principal objectif du projet d'électromobilité est de réduire la dépendance de la Lettonie à l'égard du pétrole en créant un réseau national de bornes de charge pour les véhicules électriques (VE) afin d'augmenter le nombre de ces véhicules sur les routes lettones. Une telle innovation dans le secteur des transports du pays améliorera son efficacité, garantira une meilleure mobilité et encouragera le développement et l'utilisation de davantage de technologies renouvelables en Lettonie. Elle permettra également d'améliorer la qualité de vie dans les petites et grandes villes où la pollution atmosphérique issue de l'encombrement de la circulation représente un problème de plus en plus inquiétant pour la santé.

Le but de ce projet est de construire un nombre approprié de bornes de charge à disposition du public d'ici la fin de l'année 2020 afin de garantir la circulation des voitures électriques dans toutes les principales villes, les zones environnantes et les autres zones densément peuplées de Lettonie. Ces objectifs sont conformes aux directives de l'UE sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

Ce projet est principalement financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER); le reste provenant du budget du gouvernement letton. Ce financement soutiendra le développement de 150 nouvelles bornes de charge pour voitures électriques; et, d'après les estimations, 747 véhicules élec-



triques supplémentaires seront enregistrées sur les routes de Lettonie d'ici 2023.

## En charge

Plus particulièrement, les activités du projet chercheront et examineront les meilleurs sites possibles pour les bornes de charge pour voitures électriques et les construiront ainsi que leurs branchements électriques associés. Les activités du projet comprennent également le développement d'un système de gestion et de suivi pour les bornes afin de garantir l'administration et le contrôle efficaces des opérations, notamment en ce qui concerne les services fournis et les méthodes de paiement pour le chargement des véhicules électriques.

En construisant un nombre rationnel de bornes de charge pour voitures électriques aux bons emplacements, le projet garantira que les voitures électriques peuvent se recharger rapidement, en évitant leur immobilisation et en augmentant les distances parcourues par ces véhicules. Cette nouvelle infrastructure innovante et mûrement réfléchie pour les voitures électriques contribuera ainsi à la durabilité du secteur des transports, à la diminution de la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles en Lettonie et à la diminution des niveaux de pollution. ■

## POUR EN SAVOIR PLUS

[www.etransports.lv](http://www.etransports.lv)

PROJETS

# AU SEC DANS LE CIEL QU'IL PLEUVE OU QU'IL VENTE

**INVESTISSEMENT TOTAL:  
1 744 700 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE:  
1 146 600 EUR**

**WP Systems, basé à Ruhland, en Allemagne, a fait breveter SkyServiceShop, un atelier mobile qui intègre un système innovant d'entretien des pales de moteur. La cabine, qui est la première à permettre l'entretien planifié des pales quel que soit le temps, devrait améliorer l'efficacité et les économies de coûts des éoliennes.**

**A**ujourd'hui, le travail d'entretien qui doit être effectué sur les pales de rotor des éoliennes peut s'avérer problématique – les techniciens cordistes, les cordes et les plateformes sont souvent utilisés, mais leur capacité à effectuer le travail dépend des conditions météorologiques. En d'autres termes, le nombre de jours de réparation par an est limité, en raison du changement de température et des conditions climatiques qui peuvent causer des problèmes dans la planification des inspections, de l'entretien et des réparations des éoliennes.

Ce caractère imprévisible entraîne davantage de dégâts aux pales, ce qui nécessite des investissements supplémentaires pour les entretenir et les réparer. Ainsi, à l'échelle mondiale, les parcs d'éoliennes actuellement opérationnels n'utilisent pas tout leur potentiel.

En réponse au défi sur la manière d'effectuer le travail d'entretien sur les éoliennes tout au long de l'année, le Fonds européen de développement régional soutient l'innovante initiative SkyServiceShop.

Avec l'aide d'ingénieurs expérimentés dans le développement aéronautique et de concepteurs industriels professionnels, l'équipe de WP Systems a conçu un nouveau concept de plateforme de service couverte qui peut être attachée à la pale du rotor alors qu'elle est toujours sur la turbine. Cette solution

flexible brevetée semble répondre aux exigences des clients et devrait combler une lacune considérable sur le marché de l'entretien des éoliennes.

## **Innovant, adaptable et sûr**

Le SkyServiceShop est une cabine d'entretien mobile fermée disposant d'un environnement de type atelier. Elle protège les opérateurs de l'humidité et du froid, permet les inspections, l'entretien et les réparations à effectuer sur les pales quel que soit le temps, et, ce, de manière rapide, économique et dans le délai prévu.

Plus spécifiquement, la cabine est constituée d'un plancher mobile innovant qui la scelle à la pale du rotor aussi étroitement que possible. La cabine peut être adaptée à différentes tailles et à différents types de pales, et le plancher peut s'étendre à la surface de la pale. Cela permet un accès sans entrave aux zones nécessitant une réparation.

La cabine peut même être utilisée dans des conditions humides, grâce au concept d'étanchéité de SkyServiceShop qui détourne la pluie de la zone traitée. Le chauffage, la climatisation et l'ergonomie de la cabine fournissent toutes les conditions nécessaires à la fourniture de services d'entretien professionnels et efficaces.

La cabine peut également être transportée comme une remorque à l'arrière d'un véhicule, et dispose de spécifications adaptées pour garantir la sécurité des opérateurs qui y travaillent. ■

---

## **POUR EN SAVOIR PLUS**

<http://windpowersystems.de/>

# PROGRAMME

1-2 JUIN 2017

Helsinki (FI)

Conférence «Régions intelligentes» II

---

26-27 JUIN 2017

Bruxelles (BE)

Forum sur la cohésion

---

9-12 OCTOBRE 2017

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes

---

10 OCTOBRE 2017

Bruxelles (BE)

Cérémonie des prix RegioStars

---

## AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser.

Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2017

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

(\*) Les droits d'utilisation de ces images sont accordés exclusivement pour le magazine *Panorama* (numéro 60); les images peuvent être reproduites uniquement dans le cadre du numéro 60 du magazine *Panorama* et dans ses différentes versions linguistiques – les images ne peuvent être utilisées à aucune autre fin.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Printed in Belgium

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/)

Le contenu de ce numéro a été finalisé en mars 2017.

---

## PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © Commission européenne

Page 4: © Daniel Cilia

Pages 3, 10, 11, 13, 15, 19, 21, 22, 23, 24:

25, 26, 30, 44, 45: © Commission européenne

Pages 5, 6, 7: © gov Malta

Page 8: © iStock – sfabisuk

Page 18: © Thinkstock – repistu

Pages 28, 29: © Marc Detiffe / © Maxime Delvaux /

@ FrancoisLichtlé, SPRB Bruxelles / @EFRO Flandre /

@ SPW / © Idelux Projets Publics – Kevin Manand

Page 31: © Thinkstock – HildaWeges

Page 32: © Région de Grèce occidentale

Pages 32, 35, 36, 37: © Région de Grèce occidentale

Page 40: © Ministère du développement économique, Pologne

Page 43: © Sociedad publica de gestión y promoción

turística y cultural del principado de Asturias, s.a.u.

Page 46: © Valdemar Lindekrantz

Page 47: © Commission européenne

Page 48: © Diego Occhi

Page 50: © Ministère des finances, Lettonie

Page 51: © Danish Business Authority

Page 52: © Chambre de commerce et d'industrie estonienne

Page 53: © etransports

Page 54: © windpowersystems

## RESTEZ CONNECTÉ



[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/cohesiondata.ec.europa.eu](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/cohesiondata.ec.europa.eu)



@EU\_Regional  
#CohesionPolicy | #ESIFunds



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



RegioNetwork



[yammer.com/RegioNetwork](https://yammer.com/RegioNetwork)



[@CorinaCretuEU](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section Programme du site Info regio:  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/newsroom/events/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/)



Office des publications

Commission européenne  
Direction générale de la politique régionale et urbaine  
Communication – Agnès Monfret  
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles  
E-mail: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)